

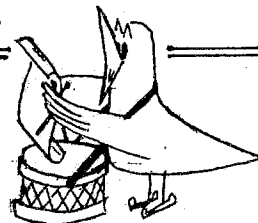


# PICARDIE NATURE

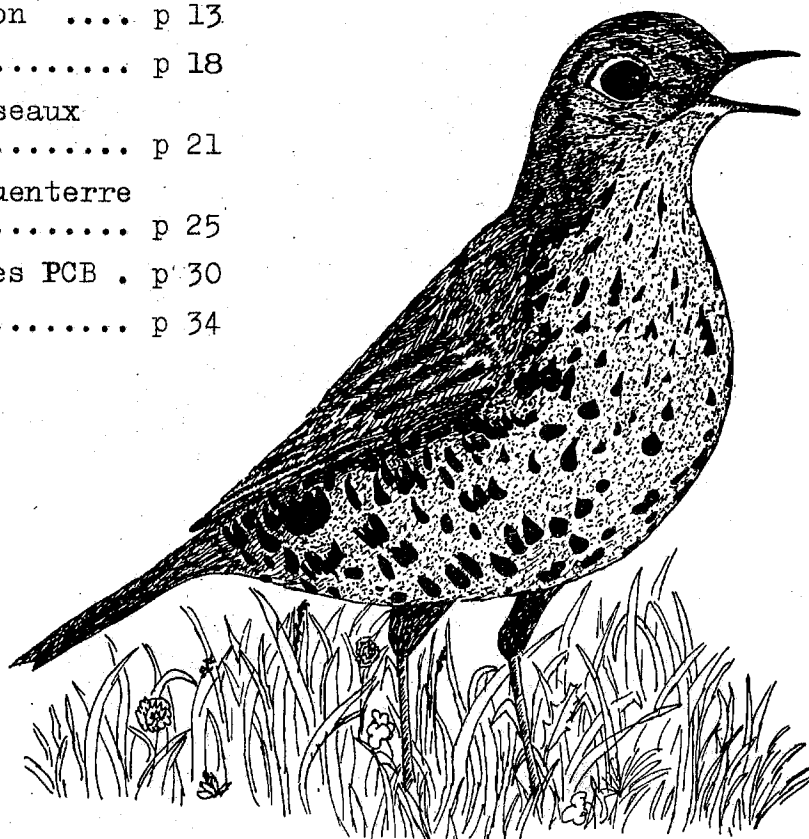
OYEZ! OYEZ! dans les chaumières.

Voici le N° 27 (Premier trimestre 1985)

## SOMMAIRE



- La page de la F.F.S.P.N. .... p 1
- Informations ..... p 2
- SPECIAL ASSEMBLEE GENERALE ..... p 5 à 12
- La vie de votre association .... p 13
- Au Calendrier ..... p 18
- La vague de froid, les oiseaux  
et la chasse ..... p 21
- Le massif dunaire du Marquenterre  
est menacé ! ..... p 25
- Des produits dangereux, les PCB . p 30
- Questionnaire ..... p 34



Depôt légal 1985, 1<sup>er</sup> trimestre 85.

GRUPE ENVIRONNEMENT. PROTECTION ORNITHOLOGIE en Picardie - Affilié à la Fédération Française des Sociétés de Protection de la Nature - Agréé par les Ministères chargés de l'Environnement, de l'Équipement (Loi sur la protection de la Nature) et de la Jeunesse et des Sports - MUSÉE DE PICARDIE - 80000 AMIENS (C.C.P. LILLE 872.02) Président: J.M. Thiéry

Directeur de la Publication P. Thiéry

Commission paritaire n° 63860

Prix du numéro

4 francs





# LA PAGE DE LA F.F.S.P.N.

La Fédération Française des Sociétés de Protection de la Nature rassemble à peu près 300 associations de protection de la nature.

Régulièrement, nous vous donnerons des informations extraites de la revue bimensuelle de la Fédération "Le courrier du Hérisson".

Considérant que les requêtes susvisées de la Fédération Française des sociétés de protection de la nature, de la société nationale de protection de la nature et d'acclimatation de France et de la ligue française pour la protection des oiseaux présentent à juger des questions semblables ; qu'il y a lieu de les joindre pour statuer par une seule décision ;

Considérant que les associations requérantes ont intérêt et par suite qualité pour demander l'annulation des arrêtés réglementaires attaqués ; que leurs requêtes sont motivées de manière suffisamment explicite ;

Sans qu'il soit besoin d'examiner l'autre moyen des requêtes ;

Considérant qu'il ressort clairement des stipulations de l'article 189 du traité du 25 mars 1957 que les directives du conseil des communautés économiques européennes lient les Etats membres "quant au résultat à atteindre" ; que si, pour atteindre le résultat qu'elles définissent, les autorités nationales, qui sont tenues d'adapter la législation et la réglementation des Etats membres aux directives qui leur sont destinées, restent seules compétentes pour décider de la forme à donner à l'exécution de ces directives et pour fixer elles-mêmes, sous le contrôle des juridictions nationales, les moyens propres à leur faire produire leurs effets en droit interne, ces autorités ne peuvent légalement édicter des dispositions réglementaires qui seraient contraires aux objectifs définis par les directives dont il s'agit ;

Considérant que, selon les dispositions de l'article 7 paragraphe 4 de la directive du conseil n° 79-409 du 2 avril 1979 concernant la conservation des oiseaux sauvages, publiée au Journal officiel des communautés européennes du 25 avril 1979, les Etats membres veillent à ce que les espèces auxquelles s'applique la législation de la chasse ne soient pas chassées pendant la période nidicole ni pendant les différents stades de production et de dépendance. Lorsqu'il s'agit d'espèces migratrices, ils veillent en particulier à ce que les espèces auxquelles s'applique la législation de la chasse ne soient pas chassées pendant leur période de reproduction et pendant leur trajet de retour vers leur lieu de nidification ;

Considérant que l'arrêté pris par le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé de l'environnement et de la qualité de la vie le 20 avril 1983 modifiant l'arrêté réglementaire permanent sur la police de la chasse dans le département de la Gironde du 19 avril 1974 a eu pour objet, en ajoutant à cet arrêté un article 10 bis concernant la chasse à la tourterelle dans le Médoc, de prévoir, pour l'arrondissement de Lesparre et pour douze communes de l'arrondissement de Bordeaux, une période d'ouverture spécifique de la chasse à la tourterelle à fixer chaque année et correspondant aux passages de retour de cette espèce migratrice, et d'autoriser, à des conditions restrictives, la chasse de ladite espèce pendant cette période ; que, par un autre arrêté de la date du 20 avril 1983, le secrétaire d'Etat a fixé pour l'année 1983 cette période d'ouverture spécifique du 1er au 23 mai ; que ces dispositions ne se justifient pas par des objectifs entrant au nombre de ceux que mentionne l'article 9 de ladite directive prévoyant certaines dérogations à celle-ci ; que ces dispositions réglementaires ont été ainsi prises en méconnaissance des objectifs définis par la directive ci-dessus mentionnée et encourent, dès lors, l'annulation ;

DECIDE

Article 1er : Les arrêtés susvisés du secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé de l'environnement et de la qualité de la vie en date du 20 avril 1983 sont annulés.

Article 2 : La présente décision sera notifiée à la Fédération Française des sociétés de protection de la nature, à la société nationale de protection de la nature et d'acclimatation de France, à la ligue française pour la protection des oiseaux et au ministre de l'environnement.

N°s 51 525 - 51 526

Fédération Française des sociétés de protection de la nature et autres

REPUBLIQUE FRANCAISE

Séance du 21 novembre 1984 AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS  
Lecture du 7 décembre 1984

Le Conseil d'Etat statuant au Contentieux  
(Section du Contentieux, 5ème et 3ème sous-sections réunies),

Sur le rapport de la 5ème Sous-Section de la Section du Contentieux,

Vu, 1°) la requête enregistrée le 21 juin 1983 au secrétariat du Contentieux du Conseil d'Etat sous le n° 51 525, présentée par la Fédération Française des sociétés de protection de la nature, dont le siège social est 57 rue Cuvier à Paris (5ème), agissant poursuites et diligences de ses représentants légaux, domiciliés en cette qualité audit siège, par la société nationale de protection de la nature et d'acclimatation de France, dont le siège social est 57 rue Cuvier à Paris (5ème), agissant poursuites et diligences de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège et par la ligue française pour la protection des oiseaux, dont le siège social est à la Corderie royale à Rochefort (Charente-Maritime), et tendant à ce que le Conseil d'Etat annule l'arrêté en date du 20 avril 1983 du secrétaire d'Etat à l'environnement et à la qualité de la vie modifiant l'arrêté permanent sur la police de la chasse dans le département de la Gironde ;

2°) la requête enregistrée le 21 juin 1983 au secrétariat du Contentieux du Conseil d'Etat sous le n° 51 526 présentée par les associations susmentionnées, auteurs du pourvoi n° 51 525 et tendant à ce que le Conseil d'Etat annule l'arrêté en date du 20 avril 1983 du secrétaire d'Etat à l'environnement et à la qualité de la vie fixant la période d'ouverture de la chasse à la tourterelle dans le Médoc en 1983 ;

Vu les autres pièces produites et jointes aux dossiers ;

Vu le code rural ;

Vu la directive du conseil des communautés économiques européennes du 2 avril 1979 ;

Vu l'ordonnance du 31 juillet 1945 et le décret du 30 septembre 1953 ;

Vu la loi du 30 décembre 1977 ;

Après avoir entendu le rapport de Mlle Langlade, Auditeur, et les conclusions de M. Dutheillet de Lamothe, Commissaire du Gouvernement ;



# chasse



## QUESTIONNAIRE COLIN

LE MARDI 15 JANVIER, M. COLIN, DEPUTE CHARGE D'UNE MISSION DE REFLEXION SUR LA CHASSE A PRESENTE A LA PRESSE LE QUESTIONNAIRE QU'IL VA DIFFUSER DANS TOUS LES DEPARTEMENTS.

NOUS N'AVONS EU LE TEMPS QUE D'Y JETER UN Oeil RAPIDE MAIS LA PREMIERE IMPRESSION EST BONNE : LE QUESTIONNAIRE EST ERIEUX ; RESTE A SAVOIR CE QUI VA EN SORTIR.

LES PREFETS DOIVENT CONSTITUER DES GROUPES DE TRAVAIL. VEUILLEZ BIEN A ETRE CONVOQUES AUX REUNIONS. LE MIEUX EST DE PRENDRE CONTACT DES MAINTENANT AVEC VOTRE PREFECTURE.

LA COMMISSION "CHASSE" A COMMENCE LORS DE SA REUNION DU 15 DECEMBRE A REDIGER DES PROPOSITIONS DE POSITIONS COMMUNES A TOUTES LES ASSOCIATIONS. ELLES SERONT PUBLIEES DANS LA PROCHAINE LETTRE DU HERISSON. LA REUNION DU 9 FEVRIER PROCHAIN COMPLETERA CETTE REFLEXION.

DANS L'IMMEDIAT, DEUX IDEES IMPORTANTES :

IL FAUT VOUS ASSURER QUE VOUS FAITES PARTIE DES GROUPES DE TRAVAIL.

SI NOUS VOULONS AVOIR UN MINIMUM D'EFFICACITE, NOUS DEVONS AVOIR UN MAXIMUM DE COHERENCE ENTRE ASSOCIATIONS.

J.P. LE DUC

Du mois d'octobre au mois de décembre 1984, Monsieur Colin a procédé à une large consultation auprès des chasseurs, des protecteurs de la nature et des animaux, des représentants des intérêts agricoles et forestiers, des représentants des intérêts économiques et des scientifiques.

A l'issue de ces entretiens, qui lui ont permis de rédiger son questionnaire, un certain nombre de conclusions émergent déjà.

La plus importante est probablement que l'avenir de la faune sauvage et de la chasse se jouera autant sur des comportements que sur des textes, quelle que soit la valeur de ceux-ci.

Le député Colin souhaite que les débats départementaux autour du questionnaire qu'il vient d'adresser à tous les Préfets collent aux réalités du terrain (1). Dans le même temps, il poursuivra ses rencontres informelles, plus spécialement en Province, participera, à la demande des intéressés, à des réunions de travail se rapportant au questionnaire, soit à Paris, soit en Province et ce jusqu'au Colloque National qu'il compte organiser fin juin 1985.

Les vingt questions sur la faune et la chasse qu'il a posées, bien qu'accompagnées de longues annexes, comportent des oublis, mais pas d'a priori.

Il souhaite que le débat soit largement ouvert, ce qui n'empêche pas que les réponses soient précises.

(1) NDLR : d'après la circulaire de Mme BOUCHARDEAU aux préfets :

Des préfets sont chargés d'organiser des groupes de travail sur le questionnaire dans chaque département. Ces groupes de travail devront être composés de :

- représentants des fédérations départementales de chasseurs,
- représentants des associations de protection de la nature,
- représentants des milieux agricoles et forestiers,
- autres usagers de la nature (scientifiques, touristes, chasseurs spécialisés, élus, etc)

Les chefs de services administratifs intéressés seront également associés à ces débats. Le directeur départemental de l'agriculture ou l'un de ses adjoints sera nommé rapporteur du groupe

Les groupes de travail se réuniront à l'initiative du Préfet.

Les présidents de séance auront toute latitude pour ne faire travailler les groupes que sur des questions qui auront paru importantes localement.

Le questionnaire comporte 5 chapitres

- des espèces sauvages
- de la gestion
- de l'organisation administrative
- du territoire de chasse
- de l'exercice de la chasse

Le G.E.P.O.P fait parti du groupe de travail dans l'Aisne et dans la Somme.

Nous approuvons ce genre de consultation.



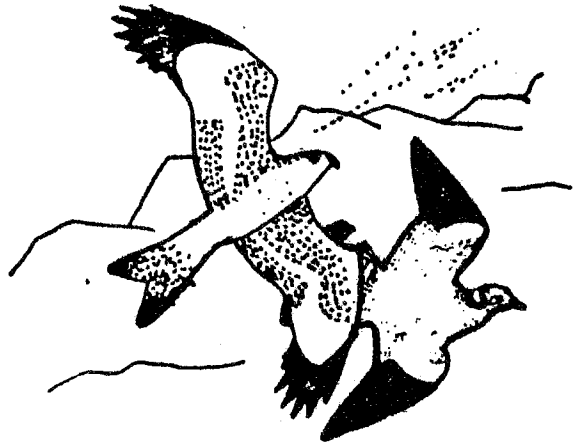
Pourquoi des Alcoo-test ?



# INFORMATIONS ... INFORMIA

ORGAMBIDESKA, COL LIBRE

**ÇA CONTINUE !**



Les gouvernements passent, Orgambideska col libre demeure.

1979 - 1984 : 6 ans de présence sur les cols.

En 1979, une poignée de naturalistes réunit l'argent nécessaire pour louer pendant 3 ans un col du Pays Basque en pleine zone de "chasse à la Palombe". Ils créent l'évènement et jettent le pavé dans la mare pour briser le consensus politico-financier de l'exploitation des migrateurs. C'est le début d'une aventure.

Pendant ces 6 années :

- Un travail exceptionnel d'information du grand public a été accompli à la fois au Pays Basque, dans tout l'hexagone et au delà de nos frontières : des centaines d'articles dans la presse et les revues de toute l'Europe occidentale ; un film 16 mm et cassette vidéo diffusé par plusieurs chaînes de télévision françaises et étrangères. Des millions de gens savent maintenant comment leurs oiseaux sont accueillis dans le Sud-Ouest.

- La classe politique, d'habitude si prompt à se dérober, a été obligée d'en parler ; interpellation du Ministre de l'Environnement, Michel CREPEAU, à la télévision et à l'Assemblée Nationale ; promesse, non tenue à ce jour, de mettre à l'abri de la chasse 10 % des cols pyrénéens ; information du Conseil de l'Europe.

- Ralliement au projet d'étude de la migration et de création d'une zone protégée à Orgambideska de tous les grands organismes de protection de la nature en France et en Europe : Conseil International pour la Protection des Oiseaux, Centre de Recherches sur la Biologie des Populations d'Oiseaux, Fédération Française des Sociétés de Protection de la Nature, Société Nationale de Protection de la Nature, Fonds Mondial pour la Nature (WWF), Fonds d'Intervention pour les Rapaces, Ligue Française pour la Protection des Oiseaux, etc. r.

- Une étude scientifique originale sur la migration transpyrénéenne a été accomplie grâce au travail de centaines d'ornithologues coordonné par les permanents. Les milliers de données accumulées, traitées sur ordinateur, font l'objet d'une publication importante. Il devient possible de suivre l'évolution des populations de plusieurs espèces de rapaces et des pigeons migrateurs. L'importance d'Orgambideska, troisième site européen pour l'étude des migrateurs, est confirmée.

Une activité d'éveil et d'éducation remarquable est accomplie sur le col, site idéal pour former des observateurs et faire découvrir l'ornithologie à des visiteurs de plus en plus nombreux qui viennent s'informer sur place. Cette pépinière de jeunes observateurs permet de développer la connaissance et la protection des oiseaux migrateurs sur d'autres sites.

Voilà sommairement résumé le bilan de 6 années de travail réalisé grâce à vous tous qui nous avez soutenu financièrement et moralement.

1984 MARQUE LA DERNIERE ANNEE DE NOTRE SECOND BAIL.

Nous avons demandé, dès le début de cette expérience, au Ministère de l'Environnement de réaliser un centre d'étude des migrations qui soit aussi centre d'éveil et d'information sur le site d'Orgambideska protégé. A ce jour, rien de tangible n'a été fait. Or, cette circulaire est envoyée à 3000 personnes, nos adhérents. Ce chiffre fait sans doute d'O.C.L. l'un des réseaux protectionnistes le plus dynamique de France. Cette force ne restera pas inemployée.

En 1985, si en l'absence d'une solution négociée nous devons retourner aux adjudications, ce sera pour manifester massivement et non pour relouer les cols. Cette manifestation sera suivie d'autres sur les cimes pendant la migration.

# 'TIONS... INFORMATIONS...

Nous refusons définitivement de voir une communauté quelconque financer son pseudo-développement en vendant la vie d'oiseaux précieux qui ne lui appartiennent pas.

Nous affirmons notre détermination à ne plus laisser les chasseurs faire n'importe quoi, n'importe où, parce qu'ils ont "les fusils, l'argent, le pouvoir, et qu'ils savent s'en servir" (citation du président de la fédération des chasseurs des Pyrénées-Atlantiques).

Nous mettons les gens qui ont le pouvoir des urnes, dans un pays où les fusils ne doivent pas l'avoir (cf. démocratie...), devant les responsabilités qu'ils fuient depuis 6 ans.

L'ACTION CONTINUE. Notre procès contre les agissements de la Fédération des chasseurs des Pyrénées-Atlantiques suit son cours et nous le gagnerons. La publication du fascicule I (Rapaces-Cigognes, 280 pages de données brutes) est faite et déjà épuisée. Le fascicule II, plus classique, Pigeons-Chasse, sera imprimé pour la manifestation. Les fascicules III et IV sont en préparation.

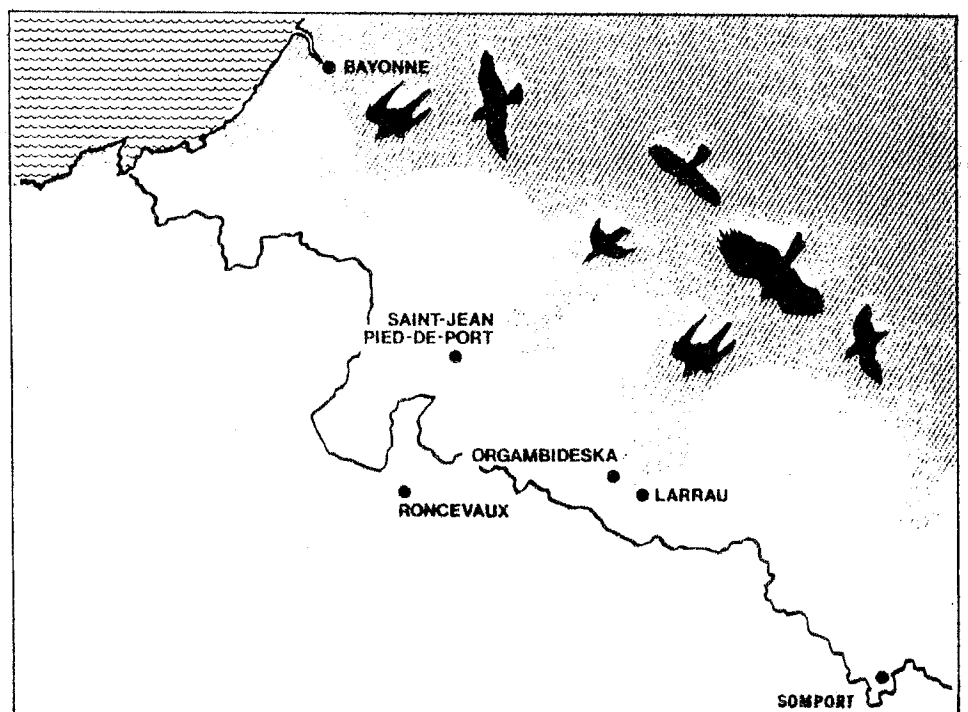
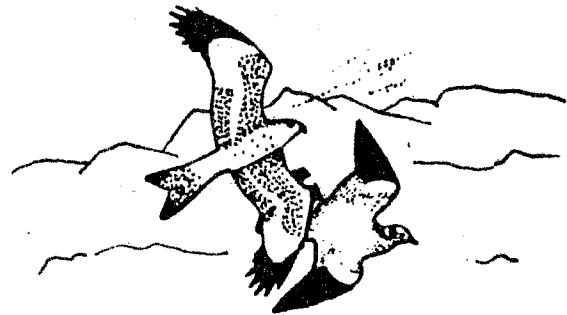
Pour tout cela et pour tenir pacifiquement les cols en 1985, même et surtout sans les louer, nous avons besoin d'argent. Nous avons le moral et l'énergie, vous nous aiderez à trouver les ressources financières. Nous souhaitons pour 1985, à tous ceux qui le peuvent, de venir vivre sur les cols ; c'est notre vœu le plus cher pour la Nouvelle Année.

Aidez ORGAMBIDESKA COL LIBRE à vivre.

Le Bureau

ORGAMBIDESKA COL LIBRE, PERTUIS PYRENEENS 64450 Lasclaveries  
Banque Populaire du Sud-Ouest 12 bis, rue Latapie 64000 PAU  
Compte n° 03019464147

Prochain camp d'étude de la migration du 15/07 au 15/11/85



SPECIAL... SPECIAL... SPECIAL

# ASSEMBLEE GENERALE

## Rapport Moral

par Jean-Marie THIERY  
Président du GEPOP

Mesdames, mesdemoiselles, messieurs,

Au nom du Conseil d'Administration du GEPOP, je vous remercie d'être venus à l'assemblée générale annuelle et, ainsi, de nous prouver l'intérêt que vous portez aux activités de notre association. Une A.G. est en effet le moment privilégié pour se rencontrer et se renseigner sur l'association dont on fait partie. Les membres du Conseil d'administration sont présents, prêts à vous éclairer et à répondre à vos questions.

Certaines de nos activités vous sont déjà connues, soit parce que vous y participez directement, je pense aux sorties mensuelles qui nous ont fait découvrir des milieux aussi variés que la Baie de Somme, la forêt de Compiègne dans l'Oise ou la Réserve Naturelle du marais d'Isle à Saint-Quentin, soit encore parce que vous êtes abonnés à Picardie-Nature, notre bulletin trimestriel, ou par les informations diffusées par les médias régionaux.

Mais l'activité du GEPOP ne se limite pas à cette partie directement visible. Le Conseil d'Administration se réunit chaque mois pour tenter de résoudre les nombreux problèmes que pose la préservation du patrimoine naturel. Je profite de l'occasion qui m'est donnée pour remercier publiquement les membres du Conseil d'Administration qui prennent sur leur temps pour venir, (certains de loin) participer régulièrement aux réunions.

De quoi discutons nous au cours de ces réunions ? Patrick THIERY vous parlera des grandes affaires dont nous avons eu à débattre en 1984. Il faut que vous sachiez que ces affaires sont l'occasion de démarches nombreuses auprès des pouvoirs publics : Préfectures, Ministère de l'Environnement; des élus : municipalités, Conseil Général, Régional, députés et sénateurs et de certaines administrations : Direction Départementale de l'Equipement, de l'Agriculture, Délégation Régionale à l'Architecture et à l'Environnement et Tribunaux.

Les résultats en sont parfois encourageants mais parfois, aussi, décevants. Il est



# SPECIAL... SPECIAL... SPECIAL

## ASSEMBLEE GENERALE

.../...

encourageant de constater qu'on nous demande notre avis dans des domaines aussi variés que les dates d'ouverture et de fermeture de la chasse, le Centre Permanent d'Initiation à l'Environnement de St-Valery, l'exploitation éventuelle d'une gravière, la lutte contre les "ennemis des cultures". Mais nous sommes déçus quand nous constatons que nos avis ne sont pas suivis alors que nous sommes persuadés que l'avenir nous donnera raison. Déçus de voir que, trop souvent les intérêts particuliers ou à court terme, prennent le pas sur l'intérêt général ou à long terme.

### Bilan Financier

	CHARGES	MONTANT	PRODUITS	MONTANT
EXPLOITATION GENERALE AU 31 DECEMBRE 1984	Frais d'exploitation	5 748.32	Cotisations	3 225.00
	Adhésions, abonnements, assurances	1 984.00	Dons	1 440.00
	Picardie-Nature (tirage, poste)	4 921.23	Abonnements	1 550.00
	Expositions, projections	3 108.66	Subventions: Ministère Environnement	5 500.00
	S.O.S. Oiseaux	2 835.69	Conseil Général	5 000.00
	Avifaune	16 841.96	Expositions, projections	2 113.50
	Plaquette écoles Somme	10 602.21	Avifaune	9 634.00
	Frais de séjour	28 322.45	Frais de séjour	50 450.00
	Divers	12 167.20	Divers	7 187.00
	Total charges	86 531.72		
	Résultat d'exploitation	- 432.22		
	TOTAL	86 099.50	TOTAL	86 099.50

# SPECIAL... SPECIAL... SPECIAL

## ASSEMBLEE GENERALE

### BUDGET PREVISIONNEL POUR 1985

RECETTES	MONTANT	DEPENSES	MONTANT
Produit des cotisations	4 500.00	Frais d'exploitation	5 000.00
Dons	2 000.00	Adhésions, abonnements, assurances	2 200.00
Abonnements	2 000.00	Local	2 200.00
Subventions		Picardie-Nature (tirage, poste)	5 000.00
Conseil Général de la Somme	5 500.00	Expositions, projections	3 000.00
Conseil Général de l'Oise	5 000.00	S.O.S. Oiseaux	3 000.00
Conseil Général de l'Aisne	5 000.00	Plaquette écoles Oise	5 000.00
Ministère de l'Environnement	5 000.00	Plaquette écoles Aisne	5 000.00
Ville d'Amiens	500.00	Opération larris	15 000.00
Expositions, projections	4 000.00	Frais de justice	3 000.00
"L'Avifaune"	4 000.00	Divers	5 000.00
Frais de séjour objecteurs	68 150.00	Frais de séjour objecteurs	68 150.00
En caisse au 01/01/85	23 789.50	Réserve non affectée	7 889.50
<b>TOTAL</b>	<b>129 439.50</b>	<b>TOTAL</b>	<b>129 439.50</b>

Ce bilan financier pour 1984 appelle quelques commentaires.

- Les frais d'exploitation sont en augmentation de 4030 francs par rapport à l'année précédente, du fait de frais de secrétariat plus importants et du remboursement de frais de déplacement.
- Notre revue trimestrielle "Picardie-Nature" est en net déficit: les frais de tirage et d'envoi se sont élevés à 4921,23 Fr alors que les abonnements ne nous ont rapporté que 1550Fr. Il nous est toutefois difficile d'augmenter le prix de notre publication qui est un lien privilégié entre nos adhérents. Le déficit est en partie dû à l'envoi gratuit de nombreux exemplaires auprès d'associations, d'administrations ou d'établissements scolaires. L'augmentation du nombre de nos abonnés permettrait de réduire ce déficit.

- Nos frais d'exposition-projection-table de presse ont dépassé cette année nos recettes du fait d'achats assez importants de plaquettes, d'affiches et d'un montage diapos sur les Rapaces.
- Notre station SOS-Oiseaux fonctionne bien et nous amène donc des dépenses en augmentation de 800,00 Fr par rapport à l'année dernière.
- Le GEPOP a publié cette année un recueil sur l'Avifaune de la plaine maritime picarde dont les auteurs sont deux membres du comité : François SUEUR et Xavier COMMECY. Sa réalisation nous a coûté 16841,96 Fr et les exemplaires vendus nous ont rapporté fin 84 9634 Fr. Ce déficit de 7207,96 Fr sera progressivement comblé par la vente d'autres exemplaires dans les années à venir.
- La plaquette que nous avons diffusée dans les écoles de la Somme a coûté au GEPOP 2602,21 Fr car aux frais de tirage et d'envoi de 10602,21 Fr viennent se retrancher 8000 Fr de subvention que nous avons reçus en 1983, pour ce projet.
- Le GEPOP prend en charge les frais d'hébergement et la solde des objecteurs qu'il emploie. Ces frais de séjour sont entièrement remboursés par des subventions du ministère de tutelle. Cette année nous avons touché 14927,55 Fr de plus que ce que nous avons versé car début 84 nous est arrivé une subvention pour des frais de séjour engagés en 83.
- Notre rubrique "frais divers" est elle aussi en augmentation. Elle inclut notamment l'achat d'une base pour fondue-enchaînée (2136,00Fr) et des frais d'avocat pour des affaires dans lequel le GEPOP s'est porté partie civile.

Nos recettes sont restées stables par rapport à l'an dernier. De ce fait, pour la première année, depuis longtemps, nous nous trouvons avec un résultat d'exploitation négatif de 432,22 Fr. Ce n'est pas énorme et il se trouve largement épongé par les 24221,72 Fr que nous avons en caisse au début de l'année 1985.

Pour une association, l'importance de ses dépenses démontre sa vitalité, mais encore faut-il qu'elles soient équilibrées par le secteur des recettes. Cette année, au lieu de réduire les dépenses, donc les activités, il vaudrait mieux augmenter les recettes.

Nous devons donc augmenter le nombre de nos adhérents et de nos abonnés, pour ce faire, nous comptons sur vous !

Le projet de budget pour 1985 tient compte de toutes les constatations énoncées ici cette année, plus que jamais, il faudra le respecter avec la plus grande rigueur possible.

Je viens d'apprendre que certains n'ont pas encore renouvelé leur adhésion ni leur abonnement. Dépêchez-vous .... Avant qu'il ne soit trop tard...



Le Trésorier

Régis DELCOURT

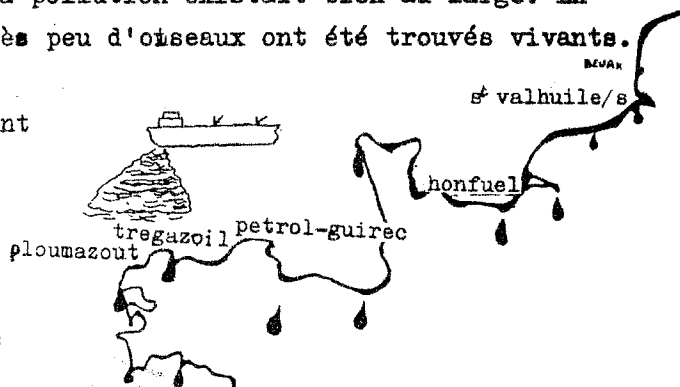
# ASSEMBLEE GENERALE

## Les Grands Dossiers de l'année 84

par Patrick THIERY

— L'année 1984 a mal commencé puisqu'en février une pollution par le pétrole touchait nos côtes. Comme à l'habitude, pas de marée noire visible sur les rivages mais de nombreux oiseaux mazoutés qui prouvaient que la pollution existait bien au large. En dix jours nous en avons ramassés, plus de 1000 ! Très peu d'oiseaux ont été trouvés vivants.

Nous sommes intervenus auprès de la Préfecture, du Conseil Général, du Ministère de l'Environnement et auprès de plusieurs députés et sénateurs.



— En mars, c'est le début d'une série d'interventions auprès de la Sous-Préfecture d'Abbeville pour réhabiliter la Réserve Nationale de Chasse sur le Domaine Public Maritime.

C'est aussi le début d'une série d'interventions auprès du Préfet de la Somme au sujet du chemin d'accès à la mer de St-Quentin-en-Tourmont, en plein massif dunaire.

— En avril nous apprenions que l'étang de Cléry-sur-Somme, près de Péronne, était mis en vente par la société Beghin, propriétaire depuis de nombreuses années. Cet étang de 60 hectares, remarquable sur le plan ornithologique n'était plus chassé depuis longtemps.

Nous avons proposé au Conseil Régional d'acheter ce plan d'eau dans sa totalité.

Malheureusement nous devions apprendre qu'un des actionnaires de la société avait déjà retenu la partie la plus intéressante pour l'avifaune. D'après le notaire s'occupant de cette affaire, cette personne est prioritaire. Il est donc à craindre qu'on chasse à nouveau à Cléry-sur-Somme.

— Au mois de Mai, pour la première fois le GEPOP participe à une réunion, organisée par la D.D.A. pour discuter des dates d'ouverture et de fermeture de la chasse dans le département de la Somme. Si nous sommes tombés d'accord avec les représentants des chasseurs pour refuser la destruction, au printemps, de certains oiseaux (en particulier les oies), demandée par les agriculteurs; nous ne nous sommes pas, par contre, entendus pour les dates d'ouverture et de fermeture de la chasse au gibier d'eau.

— En juin, un représentant du GEPOP est nommé membre du Conseil d'Administration du Centre Permanent d'Initiation à l'Environnement de St-Valery-sur-Somme.

— Au mois d'Août les membres du comité du GEPOP sont allés visiter plusieurs réalisations touristiques sur le littoral.

— En septembre, à la suite de notre visite sur la côte picarde, nous avons déposé plainte contre le responsable de "Maye-Loisirs" un parc d'attraction, pour non respect des textes d'urbanisme. Il avait réalisé des travaux sans permis de construire, dans une zone classée par le Plan d'Occupation des Sols du Crotoy comme non constructible en raison de la fragilité des milieux.

• Toujours en septembre, le maire de Condé-Folie, commune de la vallée de la Somme, hostile à un projet d'exploitation de carrière en plein marais, fait appel à notre association entre autre pour le soutenir.

— En octobre, nous nous occupons d'un autre marais à protéger, celui de Blangy-Tronville près d'Amiens. Maurice Duquef, membre du comité et résidant à Blangy, a depuis plusieurs mois pris contact avec le maire. Les interventions du GEPOP et de la Société Linéenne ont convaincu le conseil municipal, celui-ci accepte qu'un arrêté préfectoral de biotope soit pris. Nous avons fait un inventaire de la faune et de la flore qui permettra au maire de constituer un bon dossier.

• Les 9 et 10 octobre, la Maison de la Culture d'Amiens accueillait le premier colloque sur "L'Environnement en Picardie" organisé par la Délégation Régionale à l'Architecture et à l'Environnement sous la présidence de madame Huguette Bouchardeau. Trois de nos .../...



ornithologues y sont intervenus. Les actes de ce colloque ont été publiés, toutes les interventions des naturalistes s'y trouvent. Ce document est disponible à notre local.

• Vers la mi-Octobre, nous avons distribué la plaquette "connaître et protéger les oiseaux" dans mille établissements scolaires de la Somme. Bien que prête en juin, nous avons jugé plus efficace de la distribuer en début d'année scolaire. De nombreux enseignants nous ont contactés par la suite. Nous espérons la diffuser dans l'Aisne et dans l'Oise, si nous obtenons les subventions demandées.

— Au début du mois de Novembre, c'est un zoo itinérant "L'American-Expo" qui nous occupe (lire le n°26 de Picardie-Nature). Ce chapiteau présentait des oiseaux dans des conditions lamentables de détention (l'inspecteur des Services Vétérinaires est d'accord avec nous sur ce point) et dans la plus grande illégalité. Nous avons déposé deux plaintes malheureusement le responsable court toujours.

• Toujours en Novembre, suite de notre procès contre un marchand d'animaux.

Nous avons déposé une plainte en décembre 83 pour transport et vente d'espèces protégées, en l'occurrence des Chardonnerets. A la base de cette affaire maintenant très sérieuse, se trouve une dérogation d'importation signée par des services du Ministère de l'Agriculture, dérogation qui permettait l'importation de 1000 Chardonnerets et également (tenez vous bien) : des Tarins des aulnes, Verdiers, Bouvreuils, Sizerins, Idnottes et Pinsons. La liste ne s'arrête pas là, le Ministère de l'Agriculture a donné aussi l'autorisation d'importer les Rapaces suivants : Hibou moyen-duc, Hibou Grand-duc, Chouette de l'Oural, Chouette de Tengmalm, Chouette lapone et Harfang des neiges. Ceux qui connaissent la rareté de certains de ces oiseaux s'apercevront de la gravité de l'affaire !

La plainte que nous avons déposée contre le grossiste devait être classée sans suite par le procureur après qu'il ait demandé conseil à la DDA, la même administration qui avait contresigné la dérogation d'importation !

• En ce qui concerne l'oiseleur d'Amiens, il est passé en jugement le 15 novembre.

Nous nous étions portés partie civile, malheureusement, nous avons été déboutés. Le Tribunal s'appuyant sur un avis du Conseil d'Etat précisant que la loi française ne saurait s'appliquer à des animaux provenant de l'étranger. Nous avons fait aussitôt appel et nous pensons gagner en second jugement grâce à des informations communiquées par la FFSPN.

• Le Fond d'Intervention pour les Rapaces s'intéresse aussi de très près à cette affaire.

• Le 15 novembre, après plusieurs interventions auprès de la Sous-Préfecture d'Abbeville, nous apprenions que le Conseil de Gestion de la Réserve Nationale de chasse sur le DPM allait être remis en place (il ne l'est toujours pas). Cette réserve, principale zone de repos et de nourrissage des oiseaux migrateurs, est de plus en plus menacée par l'urbanisme, le braconnage et le tourisme. Le Conseil de Gestion ne s'est pas réuni depuis avril 1975 !

Le GEPOP et la FFSPN ont été pressenti pour en faire partie.

# SPECIAL... SPECIAL... SPECIAL

## ASSEMBLEE GENERALE

### 1985

— Nous finissons l'année 1984 en beauté, puisque depuis le 1<sup>er</sup> décembre le GEPOP dispose -enfin ! - d'un local. Toute notre documentation qui était jusqu'alors stockée dans des cartons, est maintenant disponible.

NOUS VOUS Y ATTENDONS...

... Mais déjà l'année s'annonce difficile, de grosses affaires nous préoccupent :

la vague de froid et les problèmes posés par la chasse au gibier d'eau.

le minitel, dans lequel les chasseurs de gibier d'eau annoncent les prévisions de passages d'oiseaux pour mieux les tirer.

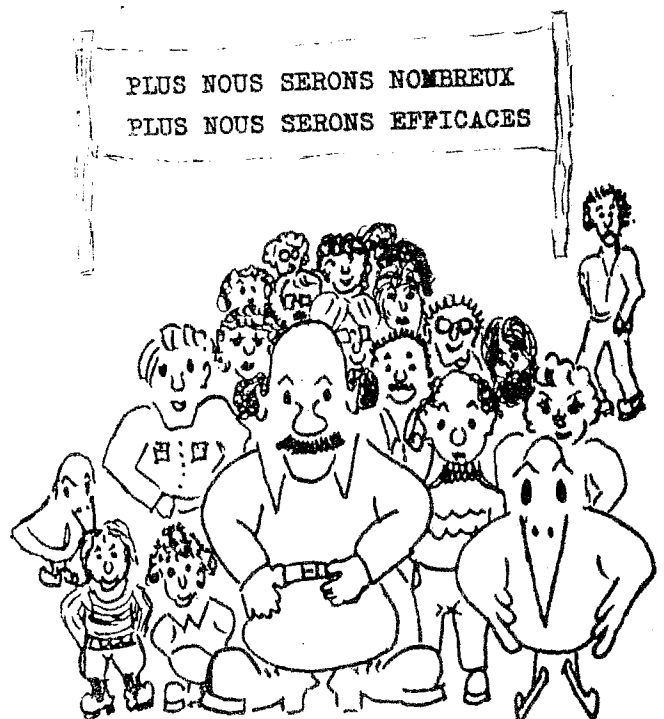
le projet d'assèchement du Marquenterre ...

## Conclusion

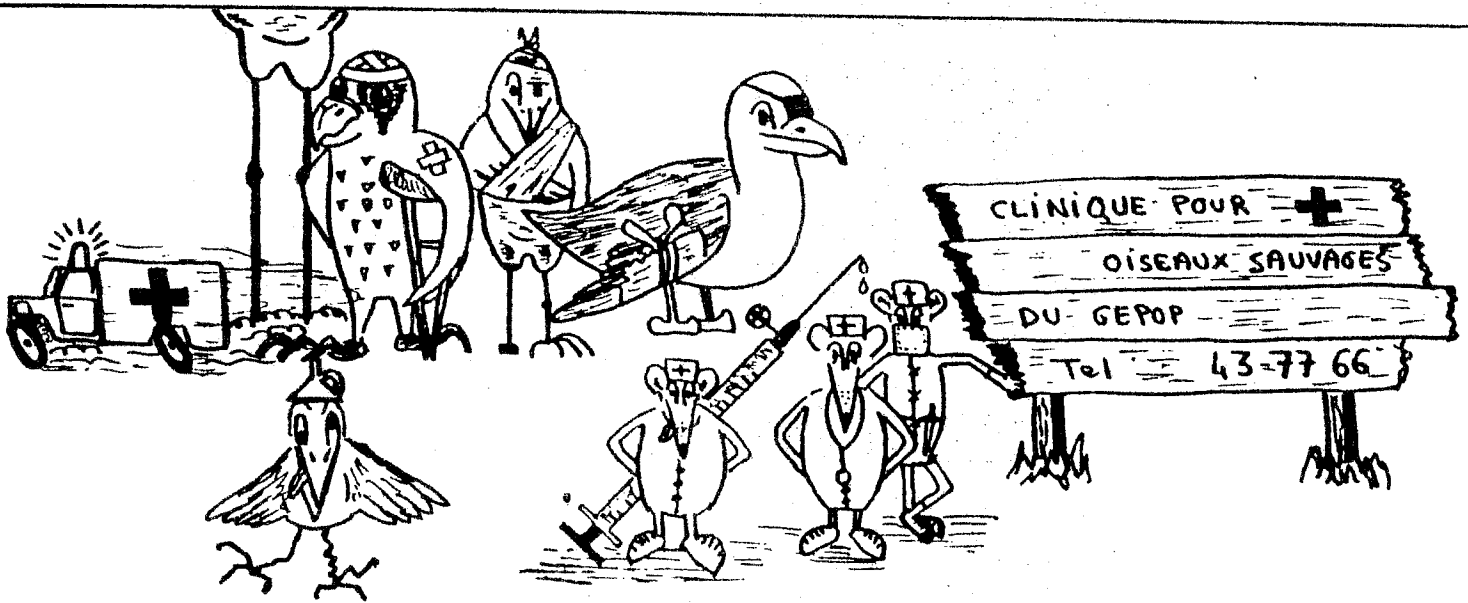
Avec le rapport sur les grandes affaires traitées par le Conseil d'Administration, et le bilan financier, vous avez sans doute une connaissance plus approfondie de ce qu'a été l'activité du GEPOP au cours de l'année 1984. Nous souhaitons et vous souhaitez aussi j'en suis sûr, continuer et amplifier cette activité en 1985. Pour cela nous avons besoin de votre aide. Pour mener à bien les nombreuses tâches qui lui incombent, le Conseil d'Administration a besoin de se sentir soutenu. Nous devons être plus nombreux si nous voulons nous faire mieux entendre.

Faites connaître le GEPOP autour de vous,  
invitez vos amis à venir à nos sorties mensuelles,  
suscitez des adhésions.

Autour de nous, nombreuses sont les personnes qui pensent comme nous, qui, comme nous ont le respect de la vie, le souci de préserver la nature mais qui, soit par négligence, soit par timidité, ne se sont pas encore engagées dans le mouvement associatif. Il suffit peut-être de peu de choses pour qu'elles rejoignent le GEPOP.



# La vie de votre association



## Bilan Moral du Centre de Soins

par Philippe BRUNET

Créé en 1978, à l'initiative de la famille Thiéry, le centre de soins du GEPOP voit son activité croître avec les années.

A cela quatre causes principales :

- la petite renommée que commence à se faire la clinique d'oiseaux, dans la région.
- les mauvais chasseurs qui contrairement aux oiseaux protégés qu'ils tirent ou qu'ils piègent, ne sont pas en voie d'extinction (l'espèce se porte bien. merci ...).
- le progrès dont les avancées se font, de plus en plus au détriment de l'animal et de l'oiseau notamment.
  - + empoisonnement par pesticides (prédateurs)
  - + lignes à haute tension (oiseaux de grande envergure)
  - + extension du réseau routier (rapaces nocturnes)
  - + marées noires et surtout dégazages continuels des pétroliers (oiseaux de haute mer)
- l'amélioration des techniques de soins, qui fait, qu'actuellement on n'hésite plus à soigner un oiseau, jugé irrécupérable il y a quelques années.

### POURQUOI UN CENTRE DE SOINS

Les oiseaux soignés puis relâchés avec succès, représentent un faible pourcentage du



# La vie de votre association

total, pourtant rien que pour eux - et surtout si l'espèce est rare et protégée - le jeu en vaut la chandelle.

L'aspect éducatif : montrer un oiseau mort, piégé ou plombé, marque les esprits mieux que n'importe quel article.

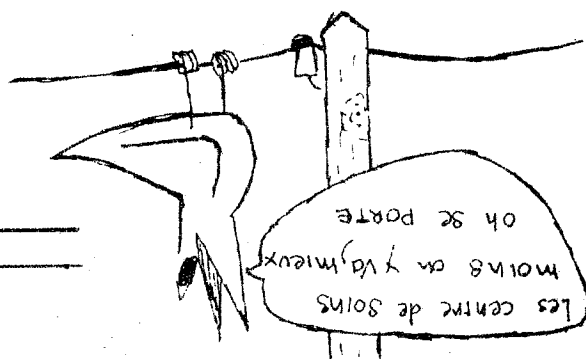
Le contact avec le public : même si le soi-disant oiseau rare qu'on va nous apporter ou qu'il faudra aller chercher n'est autre qu'un étourneau, il n'est jamais inintéressant de nouer contact avec des personnes qui, déjà, par leur simple appel, prouvent qu'elles aiment la nature. De plus il n'est plus rare qu'un garde-chasse ou même un chasseur nous confie un oiseau. C'est encourageant.

L'image du GEPOP il est important qu'on sache que le GEPOP ce n'est pas seulement l'observation des petits oiseaux au cimetière de la Madeleine ou l'étude de telle ou telle espèce. C'est cela, mais aussi des actions plus concrètes comme la clinique d'oiseaux. L'aspect humain de ce genre d'action a son importance. Un exemple : relâcher un oiseau guéri devant une vingtaine d'enfants étonnés, c'est joindre l'utile à l'agréable.

L'intérêt scientifique : savoir le pourquoi et le comment de telle blessure ou maladie permettra de mettre en évidence les atteintes à la nature (chasse, piègeage, pesticides ...) et de demander les moyens de protection adaptés.

D'autres études sont possibles : régime alimentaire, étude du comportement, suivi par le baguage ...

Sans oublier l'expérience acquise. N'importe quel oiseau, même commun sera soigné, ne serait-ce que pour acquérir une certaine assurance dans les techniques de soins, bien utile devant un oiseau rare, Balbuzard ou Autour par exemple.



## LA DEONTOLOGIE DU CENTRE DE SOINS

- Article premier : "rester réaliste, humble mais optimiste ...

- le seul but doit être le relâcher de l'oiseau dans les meilleures conditions et le plus rapidement possible (pas de domestication par sensiblerie excessive).

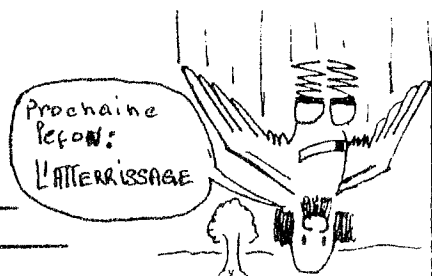
- ne jamais exhiber un oiseau blessé.

# La vie de votre association



- Rester en contact avec d'autres centres, pour s'informer ou tenter des actions communes (échange d'oiseaux pour reproduction)
- Rendre compte autant que possible du devenir de l'oiseau à ceux qui l'ont trouvé.
- Ne relâcher l'oiseau que s'il a toutes ses chances dans la nature (tant pis pour les statistiques), exemple : remettre à la mer un guillemot mazouté, simplement après lavage et séchage sommaire, sans tester sa ligne de flottaison et son imperméabilité serait une erreur à la limite de la malhonnêteté.
- Ne pas jouer aux apprentis sorcier de la "médecine des plumes". Si nécessaire, passer la main et expédier l'oiseau vers un centre plus spécialisé.
- Si un oiseau n'est pas relâçable ou ne peut servir à la reproduction, il sera malgré tout maintenu en captivité.
- Si un oiseau souffre, sans espoir de guérison, il faudra l'euthanasier.
- Tenir à jour un cahier où seront inscrits tous les oiseaux apportés au centre, leurs blessures, leurs soins, leur devenir.

Un centre comme le nôtre ne peut être pris au sérieux que s'il respecte au maximum ces conditions. Je pense que c'est le cas.



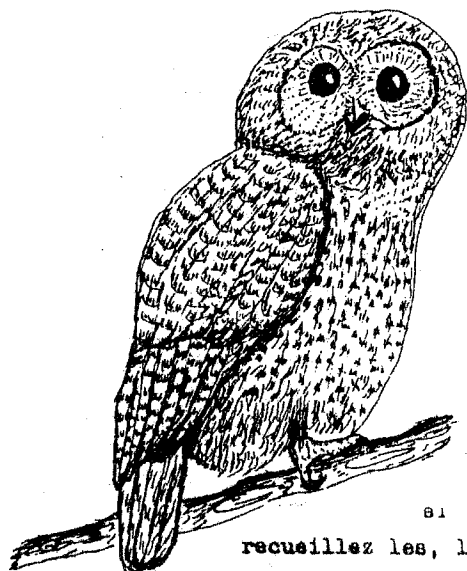
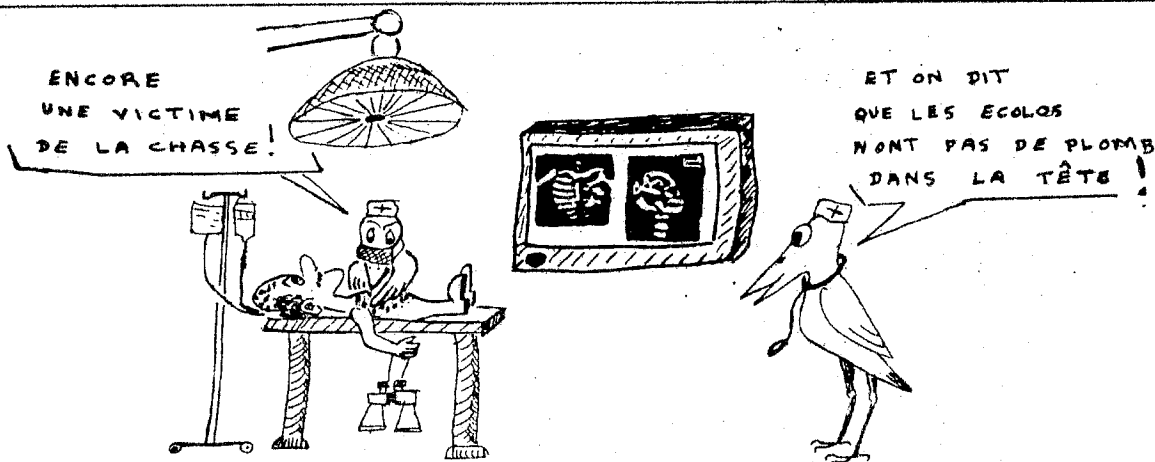
En tant que membre de l'Union Nationale des Centres de Réhabilitation de la Faune Sauvage, nous devons respecter une charte dont l'esprit est à peu près celui que nous venons de développer ici.

# La vie de votre association

Et si malgré tout cela, certains doutent encore de l'intérêt d'un tel centre, par rapport aux résultats et au temps consacré, je répondrai qu'à lui seul, l'amour des animaux est un justificatif suffisant.

Si d'autres encore (mais ceux-là ne lisent pas Picardie-Nature) trouvent indécent de soigner l'animal alors que la misère humaine est partout, je dirai :

- sauver la nature c'est aussi sauver l'homme
- s'occuper des deux n'est pas incompatible
- et vous, que faites-vous ?



N'Y TOUCHEZ PAS  
ELLE N'EST PAS ABANDONNÉE

Tous les ans, en mars-avril, des promeneurs bien intentionnés apportent au centre de soins du CEPOP de jeunes chouettes en duvet, pensant qu'elles étaient abandonnées par leurs parents.

Une exception à la règle :

si les chouettes nichent en ville, le danger est permanent recueillez les, localisez bien l'endroit où ils ont été trouvés et prévenez nous immédiatement.

# La vie de votre association

## CONSEIL D'ADMINISTRATION pour 1985

### BUREAU :

President: Mr Jean-Marie THIERY  
Secrétaire: Mr Philippe BRUNET  
Trésorier: Mr Régis DELCOURT

Vice-President:  
Mr Patrick THIERY  
Mr Xavier COMMECY

### AUTRES MEMBRES:

Mr Bernard COUVREUR , Mr Jean-Claude DAMIENS , Mr Maurice DUQUEF , Mr Laurent GAVORY , Mr Olivier HERNANDEZ , Mme Daniele LALANDE , Mme Madeleine MARLEUX , Mr Eric MERCIER , Mlle Valerie MONVOISIN , Mr Thierry RIGAUX , Mlle Catherine SALMON , Mr Francois SUEUR , Mr Philippe THIERY .

### LOCAL G.E.P.O.P

Permanence assurée le mercredi de 15 h à 18 h

Les autres jours, présence possible de membres du comité.

Le G.E.P.O.P a le téléphone : (21) 43-26-88

### DIFFUSION

Le G.E.P.O.P met à votre disposition de nombreux articles, que nous vendons au profit de la protection de la nature, lors de nos sorties et à notre local. Désormais, ceux-ci peuvent être, aussi acheter par correspondance. La liste et tarifs vous seront envoyés sur simple demande à G.E.P.O.P 103, rue Octave Tierce 80000 AMIENS.

Nous vous signalons que nous possédons 3 nouveaux posters :

- Photo de Chevalier gambette (format : 34x48 cm) au prix de 2 frs
- Photo de Lapin de garenne ( format : 34x48 cm) au prix de 2 frs
- Geuache de Blongios nain (format : 25x39 cm) au prix de 1 frs

ainsi que du nouveau matériel en papier recyclé (enveloppes, cahiers, ...)

De plus nous vendons toujours: "L'avifaune de la baie de Somme et de la plaine maritime picarde" au prix de 65 frs et " Regardez-vivre les oiseaux" au prix de 93,5 frs.

Toute commande est à adresser à l'adresse ci-dessus avec le règlement comprenant les frais de port : 40% au-dessous de 10 frs

30% de 10 frs à 50 frs

20% de 50 frs à 150 frs

10% de 150 frs à 500 frs

5% plus de 500 frs

AIDEZ-NOUS EN ACHETANT NOS ARTICLES - PARLEZ EN A VOS AMIS ET COMMANDEZ

# Au CALENDRIER

NOS SORTIES SONT OUVERTES A TOUS

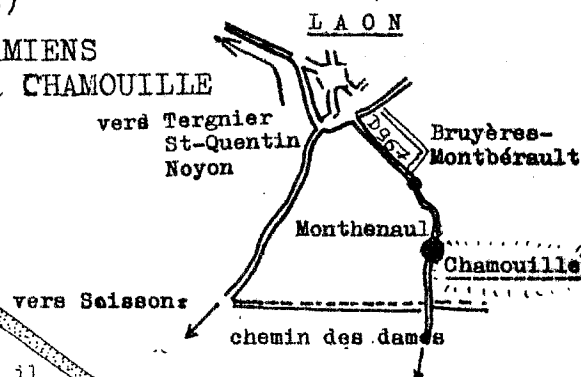
DES. JUMELLES SONT MISES A VOTRE DISPOSITION

31 MARS : Sortie d'initiation à l'ornithologie et à la géologie  
sur les falaises du Bois-de-Cise et au Hable d'Ault.

Rendez-vous : 8h00 place du cirque à AMIENS  
9h30 extrémité sud de l'esplanade de CAYEUX/mer  
Prévoir un pique-nique.

14 AVRIL : Visite du plan d'eau de l'Ailette à CHAMOUILLE (AISNE)  
(lire article au dos)

Rendez-vous : 8h00 place du cirque à AMIENS  
9h45 place de l'église à CHAMOUILLE  
Prévoir un pique-nique



Les ornithologues picards réunis au sein de la C.O.P. (Centrale Ornithologique Picarde, 48 chemin du halage AMIENS) ont décidé, il y a un an la réalisation de l'Atlas des Oiseaux nicheurs de Picardie. Ils organisent 2 sorties sur le terrain, pour compléter leurs cartes.

4 - 5 MAI : Carte de Crèvecœur (Oise)

Rendez-vous : Sam. 4 à 15h église de Crèvecœur  
Dim. 5 même lieu

19 MAI : Carte d'Anizy-le-Château (Aisne)

Rendez-vous: 10h église d'Anisy (entre Coucy et Laon)

2 JUIN : A la découverte des Orchidées de Picardie.

Rendez-vous : 8h00 place du cirque à AMIENS

Le lieu exact n'est pas encore déterminé, (dépend du nombre d'espèces en fleurs) mais se situera dans un rayon de 30 km autour d'Amiens.  
Prévoir un pique-nique.

# La vie de votre association

## NOUVEAUTE WEEK-END EN PICARDIE... NOUVEAUTE WEEK-END EN PICARDIE

### INITIATION A L'ORNITHOLOGIE

**350<sup>F</sup>** par personne

du samedi matin au dimanche soir

27 et 28 avril, 4 et 5 mai

- hébergement et restaurant au Village de Vacances du Cap Hornu à St Valery sur Somme, dans un cadre du centre permanent d'initiation à l'environnement. (en pension complète, boisson comprise)
- accompagnement et encadrement par les membres du GEPOP (groupe environnement protection ornithologie en Picardie)

- entrée à la Maison de l'Oiseau prêt de jumelles et de 2 petits ouvrages sur les palmipèdes et les échassiers de Picardie
- projection d'un film et d'un audiovisuel sur la Baie de Somme.

Nombre de participants : de 10 à 20 personnes

Renseignements et Réservation à :

**21, rue Ernest Cauvin . 80000 Amiens**

**LOISIRS-ACCUEIL AU PAYS DE SOMME**

**Tél. : (22) 92.26.39**

### VISITE DU PLAN D'EAU DE L'AILETTE ET DE SES ALENTOURS

Il s'agit d'un bassin de retenue réalisé en 1984, pour permettre une alimentation en eau, jugée indispensable, du bassin et du canal de MONAMPTÉUIL.

La mise en eau de la vallée de l'Ailette à CHAMOUILLE a soustrait aux exploitants locaux plusieurs dizaines d'hectares de bois et de prairies. Il fallait "rentabiliser" ce plan d'eau. Les pouvoirs publics et le Syndicat Mixte du plan d'eau de l'Ailette (créé pour la circonstance) décidaient alors de l'utiliser pour les sports nautique ... Et d'en faire une réserve de chasse. Sage décision, puisque l'attrait de ce bassin pour les oiseaux d'eau a dépassé de loin tout ce que l'on avait prévu. Quelques mois après la mise en eau, des ornithologues constataient la présence d'une colonie de Mouette rieuse et également d'une colonie de Grèbe huppé ainsi que la nidification du très rare Grèbe à cou noir. Cet hiver, des centaines de canards, des Harles huppés, des Harles piettes ont trouvé là un refuge.

Ce bassin est devenu en un an un site ornithologique remarquable.

Nous avons décidé de vous le faire découvrir. Nous pensons rencontrer à cette occasion un représentant du Syndicat Mixte du plan d'eau de l'Ailette, un responsable de la Fédération des chasseurs de l'Aisne, un responsable du service hydraulique et forestier de la Direction Départementale de l'Agriculture de LAON ainsi qu'un agriculteur propriétaire d'un terrain sur lequel se trouve une flore intéressante.

CHAMOUILLE se trouve à environ 110 km d'AMIENS ( 1h30 de route )

Les tarifs de location d'un car étant trop élevé ( 40F par personnes), nous vous proposons de nous répartir dans les voitures à 8h00 place du cirque à AMIENS.

# La vie de votre association

RAMASSAGE D'OISEAUX MORTS LE 24 FEVRIER 1985

Nous remercions les 40 personnes qui ont bien voulu participer à cette opération. Comme tous les ans, au mois de février, un ramassage était organisé au niveau national, sur les côtes de la Manche, de l'Atlantique et de la Méditerranée. 247 oiseaux ont été ramassés sur la côte picarde. Ils ont été déterminés, étalés devant un public nombreux ce jour-là.

En voici le détail :

Plongeon arctique	1	Foulque	14	Pigeon ramier	1
Plongeon catmarin	3	Poule d'eau	6	Alouette des champs	3
Grèbe huppé	17	Huîtrier-pie	18	Grive musicienne	4
Grèbe jougris	2	Vanneau huppé	4	Grive litorne	1
Cormoran huppé	1	Pluvier argenté	2	Grive mauvis	1
Canard colvert	2	Courlis cendré	7	Sansonnet	1
Canard pilet	2	Bécasseau variable	2		
Canard siffleur	6	Goéland marin	5		
Tadorne de Belon	19	Goéland argenté	11		
Macreuse noire	1	Goéland cendré	7		
Eider à duvet	2	Mouette rieuse	32		
Harle indéterminé	1	Mouette tridactyle	8		
		Pingouins torda	4		
		Guillemots	44		

TOTAL : 247

- Beaucoup de gibier non ramassé par les chasseurs.

- 4 oiseaux protégés tirés au fusil :
  - un plongeon (26 plombs !)
  - un Tadorne (5 plombs)
  - deux grèbes huppés (2 plombs)
- Et toujours des oiseaux mazoutés

.....DERNIERE MINUTE.....DERNIERE MINUTE.....DERNIERE MINUTE.....DERNIERE MIN

En janvier 1984, nous déposons plainte pour circulation dans les dunes : un véhicule 4X4 dans la Réserve Nationale de la baie de Somme repéré lors de notre stage d'ornithologie le 14 Janvier. Le propriétaire est passé en jugement en Janvier 85 : 500Fr d'amende et 1 franc de dommages et intérêts pour le GEPOP ainsi que la publication dans le Courrier Picard. Mais ce jugement n'est pas définitif, il peut encore faire appel.

# La Vague de froid, les Oiseaux, et la Chasse :

La vague de froid qui a sévit dans notre région en Janvier-Février a été exceptionnelle. Certains avancent qu'il faut remonter à 1962 pour retrouver des conditions climatiques identiques, d'autres parlent d'hiver le plus long depuis 1920.

On pourrait discuter longtemps sur l'intérêt de telles comparaisons. Plusieurs points importants sont à noter, concernant ces deux mois de froid intense.

Dès les premiers jours de Janvier, les températures passaient sous zéro, pour atteindre  $-10^{\circ}$  à  $-18^{\circ}$  le 7 Janvier. Ces conditions inhabituelles sont devenues, par la suite, exceptionnelles du fait de leur durée, le 18 Janvier la station météorologique d'Abbeville enregistrait son record depuis sa création en 1920 :  $-17,4^{\circ}\text{C}$ .

En Février les températures sous abri étaient moins basses, mais un fort vent d'Est glaçait le sol.

Conséquence importante pour la faune : les plans d'eau sont restés gelés pendant trois semaines en Janvier et autant en Février.

Une autre particularité de cet hiver a été l'atteinte par la vague de froid, d'une zone habituellement épargnée : le littoral.

Cette situation exceptionnelle - plans d'eau gelés pendant une quarantaine de jours et littoral atteint - a eu un effet néfaste sur la faune. Parmi les oiseaux, les espèces dépendantes des milieux humides ont été particulièrement touchées.

Dès les premiers jours de Janvier, le G.E.P.O.P. s'inquiétait de cette situation et demandait la suspension de la chasse au gibier d'eau.

Sur proposition du ministre de l'Environnement, la chasse fut alors suspendue du 10 au 19 Janvier.

Aussitôt, les chasseurs vexés de n'avoir pas été consultés, protestaient violemment contre cette décision, ainsi qu'on a pu le lire dans la presse régionale.

Extrait du *Courrier Picard*

## Les chasseurs protestent

Les chasseurs de la vallée de la Somme Ouest ont été assez surpris par l'annonce parue dans « Le Courrier Picard » du 9 janvier, leur signalant l'interdiction de la chasse. Ils ont réagi assez violemment et ils font actuellement une pétition.

Ils s'adressent directement au préfet de la Somme : « Chasseurs avant tout, nous ne sommes ni des tueurs, ni des assassins. Nous aimons chasser ! Nous n'acceptons pas l'interruption momentanée de la chasse. Le gibier

est quasi absent de nos marais.

« Nous n'acceptons pas également qu'on nous ferme la chasse aux premiers flocons de neige et encore moins qu'on nous la ferme sans nous consulter. Contre cette fermeture délibérément arbitraire, veuillez faire part de notre vif mécontentement à M. le Préfet de la Somme ».

Cette pétition a été envoyée par les chasseurs au président de l'Association des Sauvaginiers.

Lionel HERBET

## Le G.E.P.O.P. demande la suspension temporaire de la chasse au gibier d'eau

L'OFFENSIVE du froid persiste sur la Picardie. Neige, gel et blizzard : les hommes ne sont pas les seuls à souffrir des rigueurs de l'hiver. Les animaux n'échappent pas aux conditions climatiques difficiles, notamment le gibier d'eau.

Cette situation critique a conduit le G.E.P.O.P. à intervenir auprès de la préfecture. M. Phiéry, le président de l'association « Groupement environnement protection ornithologique en Picardie » a demandé à M. Jacques Seval préfet de région de prendre un arrêté afin de suspendre temporairement la chasse au gibier d'eau (une chasse ouverte rappelle-t-on du 14 juillet au 28 février).

Cette demande expresse repose sur une visite du littoral opérée par les ornithologues du G.E.P.O.P. samedi dernier.

Les ornithologues ont tout d'abord observé que les étendues d'eau douce et les marais devant les huttes sont prises par les glaces. Le sol est gelé sur plusieurs centimètres de profondeur. De même les vasières où le gibier trouve sa nourriture ressemblent à de vastes patinoires comme à Laon-Billard dans le nord de la Baie de Somme. Enfin les oiseaux restent prostrés et se laissent approcher à moins de 30 mètres, preuve qu'ils sont épuisés.

Ces observations ont été confirmées par un garde de l'Office nationale de la chasse.

Le G.E.P.O.P. espère une interruption temporaire de la chasse d'un mois quinze jours, le temps que la situation redevienne normale. Sans aucun doute, les vrais chasseurs le comprendront.

« Courrier-Picard » du 8/6/85



Il était facile de remarquer que l'avifaune souffrait du froid et surtout de la faim : les hérons, les petits échassiers (Bécasseaux, Huîtrier,...), les palmipèdes (Canards, Foulques, Harles...) étaient dans l'impossibilité de s'alimenter car tous les plans d'eau étaient gelés et les vasières du littoral se couvraient de glace entre deux marées.

En adoptant cette position, les chasseurs ont montré là leur vrai visage.

Le 17 Janvier le Préfet décidait de prolonger la suspension de la chasse. Pour éviter une nouvelle réaction violente des porteurs de fusils, il consultait les représentants des chasseurs. Ceux-ci, peut-être pour améliorer leur image de marque auprès du public acceptaient la suspension de la chasse...

... Mais quelques jours plus tard, ils demandaient la reprise de celle-ci.

Le 23 Janvier à midi, l'exercice de la chasse était à nouveau autorisé dans le département de la Somme !

Cette décision est scandaleuse. Contrairement aux apparences, le redoux ne fut pas si rapide que cela. Le 26 Janvier, de

.../...

REPUBLIQUE FRANÇAISE

ARRETE du 21 janvier 1985

Le Préfet  
Commissaire de la République  
de la Région Picardie  
Commissaire de la République  
du département de la Somme  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'arrêté de Mme le Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre chargé de l'Environnement et de la Qualité de la Vie en date du 13 juillet 1984 relatif à l'ouverture de la Chasse pour la Campagne 1984-1985 dans le département de la Somme ;

VU l'article 373 du Code Rural ;

VU l'arrêté préfectoral du 17 janvier 1985 prolongeant la suspension de l'exercice de la chasse jusqu'au 29 janvier 1985 ;

VU la demande de la Fédération Départementale des Chasseurs d'ouvrir à nouveau la chasse ;

VU l'avis du Directeur Départemental de l'Agriculture ;

Considérant que le radoucissement du temps permet à nouveau l'exercice de la chasse ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture ;

- ARRETE -

ARTICLE 1er : L'exercice de la chasse est autorisé dans le département de la Somme à compter du 23 janvier 1985 à midi.

ARTICLE 2 : L'arrêté susvisé du 17 janvier 1985 est abrogé.

SOMME

"Courrier Picard du 19 et 20/1/85

## Conséquence du froid : la chasse suspendue pour la deuxième fois

La préfecture de la Somme communique : considérant que la vague de froid rend le gibier particulièrement vulnérable, l'exercice de

la chasse est suspendu dans le département de la Somme du dimanche 20 janvier au mardi 23 janvier 1985 inclus, à l'exception du grand

gibier, du pigeon ramier et du pigeon biset, exclusivement au-dessus des champs de céréales et sous condition de constat des dégâts.

### Ils continuent de nourrir les canards !

Pour la décision d'une seconde suspension temporaire de la chasse, les préfets ont été, cette fois, invités à consulter les Fédérations départementales de chasseurs pour avis. Celles de la Somme et de l'Aisne ont répondu affirmativement. Quant à celle de l'Oise, mise sous tutelle de la D.D.A. sans en avoir été avisée autrement que par la presse, elle n'existe apparemment plus pour l'administration préfectorale qui l'a ignorée.

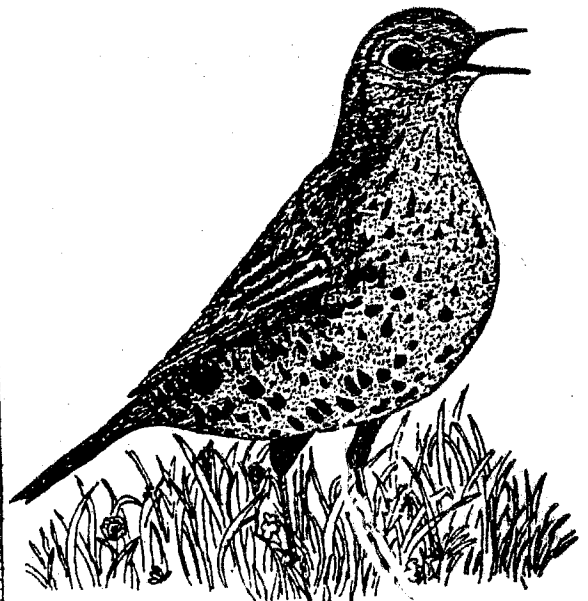
Dans la Somme, l'Association picarde des chasseurs de gibier d'eau s'est déclarée en faveur d'une prolongation de la fermeture temporaire, sous réserve d'une réouverture dès que les conditions le permettront.

### Agrainage

Dans la Somme toujours, l'agrainage des canards s'est poursuivi sur la basse Maye et en baie d'Authie, par les soins de l'Association de

chasse maritime de la baie d'Authie-Sud, ainsi que sur la moyenne vallée de Somme-Est, par ceux de l'Association des Sauvaginiers de cette vallée.

Peut-être ragailardis par l'agrainage que nous citons avant-hier, une bonne partie des canards siffleurs qui stationnaient sur la Maye, sont repartis pour une nouvelle étape vers le Sud, sentant peut-être le dégel annoncé sur la façade atlantique.



nombreux étangs étaient encore gelés et les oiseaux d'eau arrivaient massivement sur les lieux de nourrissage, ne pensant plus qu'à reprendre des forces (voir communiqué du 24/01).

En Février les oiseaux étaient à nouveau mis à rude épreuve. Un fort vent d'Est gelait les étangs sur plusieurs centimètres d'épaisseur (10 à 15 cm), même le canal de la Somme allait être, à nouveau, figé pour quelques jours !

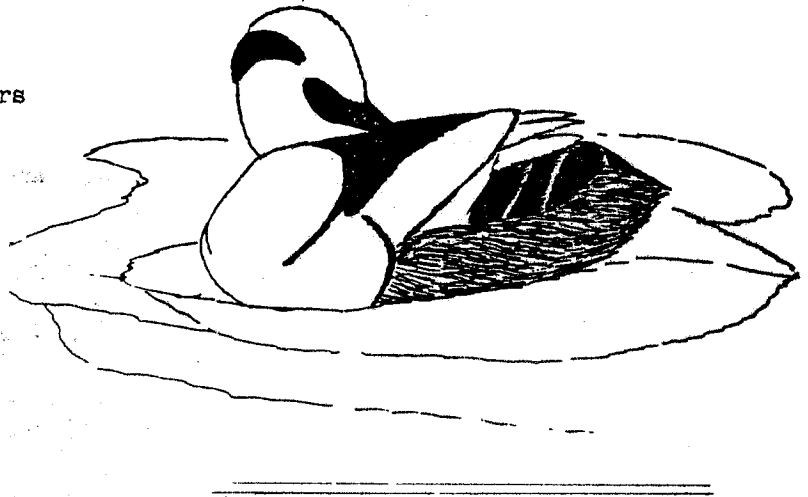
Ce mois-là, nous sommes intervenus à plusieurs reprises, auprès des pouvoirs publics pour demander, sans succès, la fermeture anticipée de la chasse au gibier d'eau.

Les chasseurs ont désapprouvé violemment l'absence de consultation, au début de la vague de froid. Nous pensons que devant une situation exceptionnelle, il convient parfois de prendre des décisions urgentes.

Si les chasseurs de gibier d'eau étaient véritablement respectueux de l'avifaune migratrice, ils auraient proposé la concertation bien avant la décision préfectorale.

Pour notre part, nous souhaitons également cette concertation, mais la plus large possible, c'est à dire, en retenant les avis des représentants d'associations de protection de la nature et des Gardes Nationaux, hommes de terrains et qui ont pour la plupart su apprécier la situation critique de la faune cet hiver.

Harle piette (mâle): espèce rare chez nous, observée habituellement en petit nombre lors des hivers rigoureux. Cette année des "records" ont été battus: 67 individus au Hable d'Ault et une centaine à Cléry-sur-Somme



### COMMUNIQUE

Amiens, le 24 janvier 1985

#### VAGUE DE FROID ET CHASSE : L'OPINION DU GEPOP

La vague de froid qui s'est abattue sur la France entière a conduit Madame Bouchardeau, ministre de l'Environnement, à suspendre la chasse au gibier d'eau du 9 au 19 janvier. Cette sage mesure a satisfait tous les vrais protecteurs de la nature. Elle avait d'ailleurs été réclamée par le GEPOP quelques jours auparavant. En effet, le 5 janvier les ornithologues du GEPOP avaient pu constater que sur le littoral picard, tous les plans d'eau, ainsi que le sol, étaient gelés sur plusieurs centimètres de profondeur et que le bord de mer était pris aussi puisque une immense patinoire de 3 km de long sur un km de large s'étendait entre le banc de l'ilette et l'anse Ridart.

Envoyé à LA PRESSE ÉCRITE  
REGIONALE CE COMMUNIQUÉ  
N'A MALHEUREUSEMENT PAS  
ÉTÉ PUBLIÉ

Le comportement des oiseaux était modifié : ébouriffés, tapis sur le sol ils se laissaient approcher à des distances beaucoup plus courtes qu'en temps normal. Il était évident qu'ils souffraient de la faim et du froid et que chasser dans ces conditions équivalait à massacrer des des oiseaux sans défense.



CAYARD SOUCNET (♂)

Certains chasseurs ont protesté contre la fermeture temporaire de la chasse. Pourtant ceux qui se prétendent "protecteurs de la nature" et "gestionnaires de la faune sauvage" avaient là une magnifique occasion de mettre en application les grands principes dont ils se réclament. Ils ne l'ont pas fait et nous ont montré leur véritable visage.

Le Préfet de la Somme a d'abord prolongé cette suspension puis il est rapidement revenu sur sa décision et la chasse au gibier d'eau a repris le 23 janvier à 12 heures. Ce jour là des membres du G.E.P.O.P. présents sur le littoral ont pu constater que, si le temps s'était considérablement radouci, les plans d'eau étaient presque tous encore gelés, la glace atteignant parfois 10 cm d'épaisseur.

Sur un des étangs du Hable d'Ault près de Cayeux, les oiseaux étaient concentrés sur de petites surfaces d'eau libre. Il y avait là une soixantaine de cygnes, 200 foulques, des canards morillons, milouins, siffleurs et environ 60 Harles pieuvres, espèce rare que l'on peut observer lors des hivers très rigoureux.

A 11h45 de nombreux chasseurs arrivaient dans les bas-champs du Hable d'Ault, plusieurs se postaient autour de ce plan d'eau. A 12h on entendait les premiers coups de fusil (200 le premier quart d'heure !), les oiseaux, paniqués, volaient dans tous les sens, des oies (environ 400) dérangées pendant leur repas arrivaient du plateau et se faisaient abattre en traversant les bas-champs.

Nous avons compté une moyenne de 10 coups de fusil à la minute. A 13h il n'y avait pratiquement plus d'oiseaux sur l'étang.

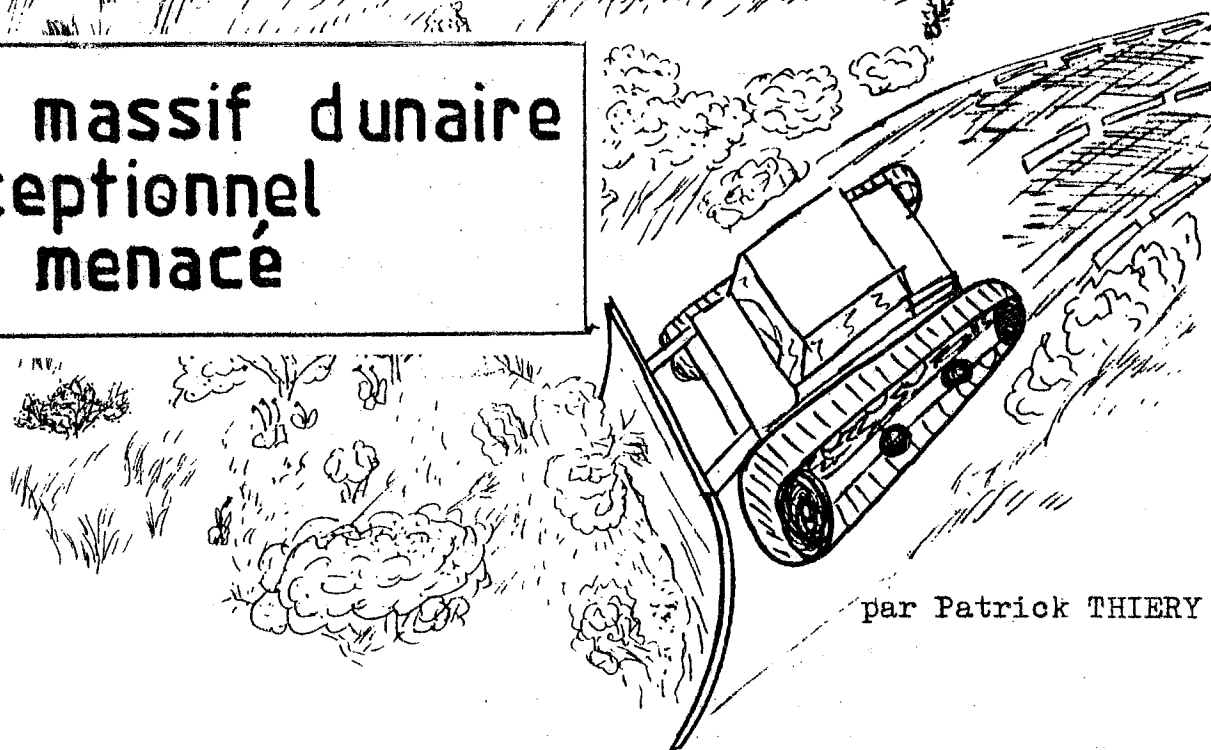
Durant 15 jours toute l'Europe a été touchée par une vague de froid exceptionnelle (il faut remonter à 1962 pour retrouver de telles conditions climatiques). Les oiseaux, et pas seulement eux, ont souffert de la faim et du froid. On ne leur a laissé aucun répit. 10 jours de suspension de la chasse c'était déjà trop pour ceux qui traquent les oiseaux migrateurs du 14 juillet au 29 février soit 230 jours et autant de nuits !



CAYARD SOUCNET (♂)

Groupe Environnement Protection  
Ornithologie en Picardie  
Musée de Picardie - SOGGO ALIENS

## Un massif dunaire exceptionnel est menacé



Le massif dunaire du Marquenterre et son prolongement jusqu'à l'Authie est certainement un des derniers grands massifs sauvages du littoral français. Il forme un ensemble exceptionnel par sa taille - 12 km de long, 3 à 5 de large soit plus de 2500 hectares - par sa flore - environ 150 espèces végétales parmi lesquelles des plantes rares - et par sa faune - la plus forte colonie nicheuse de Tadornes de Belon après celle de Camargue, entre autre.

Ce site avait, jusqu'à présent, été peu dégradé par l'homme; il est aujourd'hui très menacé. Depuis un an, des aménagements importants y ont été réalisés et dans quelques mois des projets aussi dangereux se concrétiseront.

Quelles sont ces menaces ?

### 1°) Le chemin d'accès à la mer de Saint-Quentin-en-Tourmont

Cette voie d'accès à la mer constitue la première grande coupure du massif dunaire.

Elle débouche dans la Réserve Nationale de Chasse sur le Domaine Public Maritime, également menacé par les dérangements humains et dont le conseil de gestion ne s'est toujours pas réuni depuis 1975 !

Une telle pénétration dans une zone aussi fragile est dangereuse. L'emprise au sol est la même que pour une route, rien ne garantit qu'il n'y en aura pas une un jour !

Les concepteurs n'ont pas jugé utile, pour des raisons financières semble-t-il, de griller les deux cents derniers mètres situés dans la zone la plus vulnérable !

2°) L'aquadrome de Fort-Mahon

Cette importante infrastructure de loisirs, actuellement en construction, est située au centre d'un massif dunaire à la végétation particulière. Pour la desservir une route a été récemment construite. Le projet final prévoit la route, l'aquadrome et plusieurs dizaines d'hectares de lotissements. Jusqu'alors il n'a jamais été présenté dans son ensemble (volontairement ?).

3°) Le projet de route arrière littorale Quend - St Quentin en Tourmont - Le Crotoy

Ce projet se situe dans le cadre du développement intensif du tourisme au nord de la baie de Somme. Une route départementale qui longerait le massif dunaire accélérerait encore un peu plus sa destruction par l'afflux important de touristes. En outre elle modifierait profondément l'aspect si particulier des marais arrières-littoraux.

4°) "Maye-Loisirs"

C'est le nom d'un parc de loisirs situé sur une dune. Ce parc est une menace indirecte pour la Réserve Cynégétique, principal reposoir d'oiseaux migrateurs de la baie de Somme.

LA LOI EST SYSTEMATIQUEMENT RAFOUEE

- En 1984 le projet de chemin d'accès à la mer est réalisé, techniquement par les services de l'Equipement, le maître d'ouvrage en est le Syndicat Mixte d'Aménagement. Ce chemin se situe en Site Inscrit tout comme les autres aménagements abordés ici.

L'Architecte des Bâtiments de France n'a pas été consulté ni les services de la Délégation Régionale à l'Architecture et à l'Environnement d'ailleurs !

La Commission Départementale des Sites n'a pas été réunie pour émettre un avis !

- Le Plan d'Occupation des Sols de Fort-Mahon ne prévoyait pas d'urbanisation à court terme dans les dunes. Pour permettre la construction de l'aquadrome et des lotissements, les textes d'urbanisme ont été rapidement modifiés !

Cette réalisation imposante n'a pas fait l'objet d'une étude d'impact. Là encore la Commission des Sites n'a pas été réunie !

- D'initiative privée, les travaux de réalisation de Maye-Loisirs ont été entrepris sans permis de construire !

Par ailleurs, ce parc se situe en zone Nd du Plan d'Occupation des Sols du Crotoy, c'est à dire en zone inconstructible en raison de la fragilité des milieux.

Cet article est extrait d'un dossier qui a été envoyé au ministère de l'Environnement ainsi qu'à diverses administrations.

Le massif dunaire du Marquenterre est exceptionnel à tout point de vue. Il est menacé non seulement par des aménagements touristiques mais aussi par des attitudes irrespectueuses envers notre patrimoine naturel.

Notre association n'est pas opposée à toutes les formes de tourisme, mais sachant combien une pression humaine est dévastatrice de milieux naturels aussi fragiles que les dunes, nous pensons que les promoteurs du tourisme ne devraient pas traiter avec autant de désinvolture ces milieux.

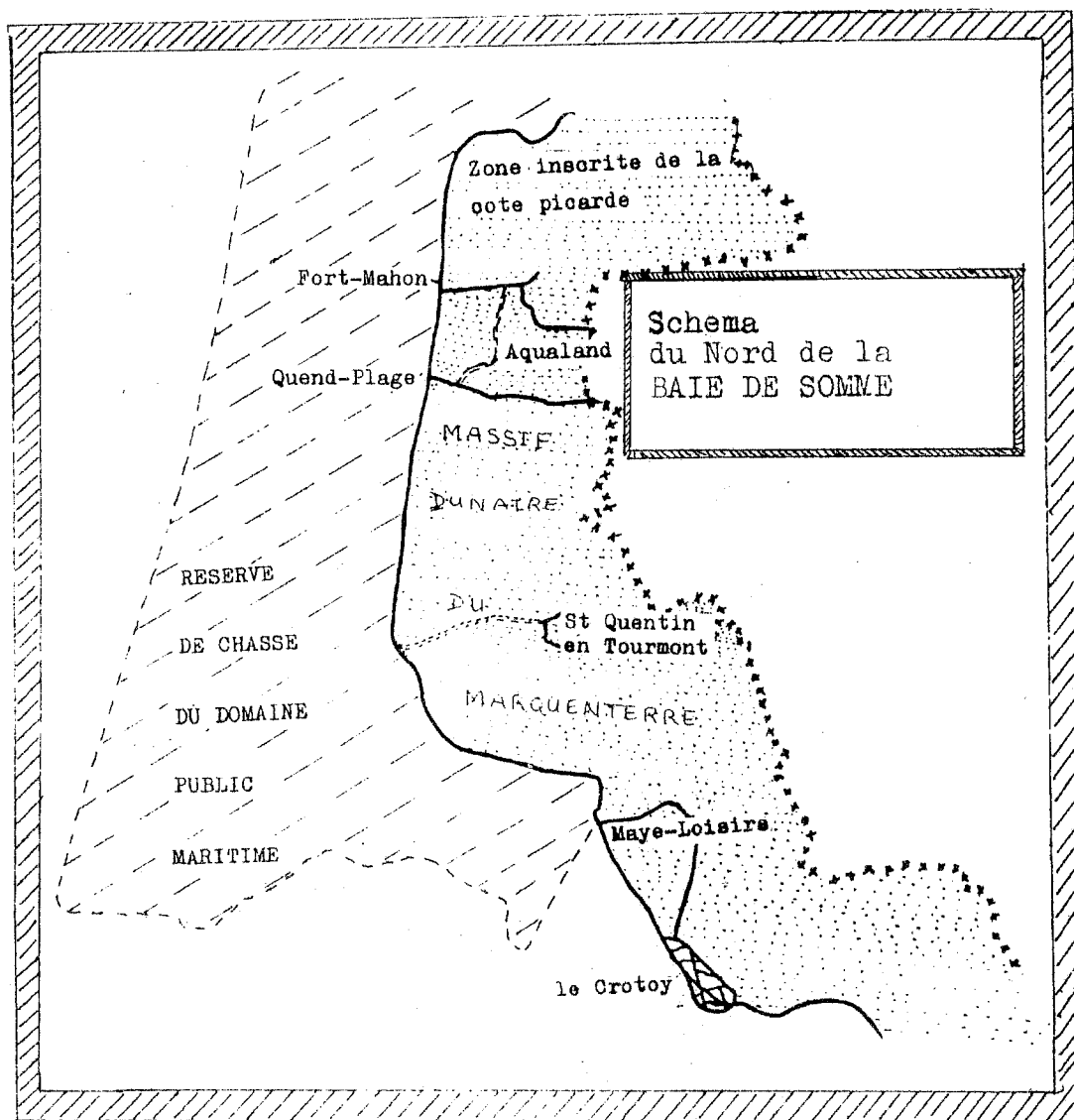
Une politique d'aménagement du littoral devrait être avant tout une politique de ménagement.

Nous demandons que la réglementation actuelle soit respectée, notamment la loi de 1976 sur la protection de la nature.

Nous souhaitons que les Services Départementaux de l'Architecture et la Délégation Régionale à l'Architecture et à l'Environnement soient tenus au courant, conformément à leurs attributions, afin qu'ils puissent répondre aux interrogations que nous formulons, la Préfecture de la Somme restant muette sur le sujet.

Nous voudrions voir les moyens d'action du Conservatoire du Littoral renforcés.

Enfin nous souhaitons ardemment la mise en Site Classé des zones les plus riches et les plus fragiles de notre côte picarde.



## FÉDÉRATION FRANÇAISE DES SOCIÉTÉS DE PROTECTION DE LA NATURE

### LES SUPER BASES DE LOISIRS... OU LE MIROIR AUX ALOUETTES

Actuellement un ou plusieurs groupes, dont les finances semblent être au moins en partie d'origine hollandaise, recherche en France des sites de grande valeur écologique pour y implanter des "super-bases de loisirs" avec piscines à vagues, bungalows, campings, etc..., le tout doublé de "sentiers de découverte de la nature". Le Conseil National pour la Protection de la Nature a été mis en alerte pour un de ces projets au coeur de la Sologne des Etangs, par le DRAE, lui-même sollicité par la FRAPEC. Sceptique au départ, j'ai accepté d'être rapporteur du dossier car je connais bien la région. Ces projets que j'ai vus sur place m'ont atterré, notamment en ce qui concerne l'étude d'impact proposée pour la mise à l'enquête publique de la Z.A.C.

Au hasard, elle néglige totalement l'effet du relèvement du niveau d'un étang situé dans une chaîne d'étangs se déversant les uns dans les autres et rentabilisés par la pêche, elle oublie que le projet doit quadrupler la population d'un village sans prendre en considération l'aménagement des voies d'accès, ni l'alimentation en eau ou les problèmes de rejets et de déchets... Quant à la faune, il est déclaré qu'elle n'est constituée que d'animaux introduits pour des chasses à la journée, alors que la FRAPEC y a, entre autres, constaté la nidification de busards des marais...

Dans le cas de St Viâtre, l'appui du D.R.A.E. (St Vincent, qui hélas se retrouve maintenant en administration centrale) sur avis de la Fédération régionale a permis de gagner la première bataille : le Ministre a demandé au D.D.A. de refuser l'autorisation de défrichement d'un territoire soumis à la loi Sérot tant qu'un inventaire écologique n'avait pas été effectué, et a demandé l'étude d'impact. Mais le 25 janvier, les élus du département qui auparavant souhaitaient un développement de la Sologne dans le respect de ses richesses écologiques se sont prononcés en faveur du projet. Les élus de St Viâtre (dont l'un est selon toute vraisemblance impliqué financièrement dans l'affaire) fait le chantage au chômage, et fait miroiter quelques "retombées" d'un tel projet en occultant les conséquences que cela aurait vis à vis de la région dont une seule commune tirerait pratiquement tous les profits touristiques au détriment des autres, tout en leur posant nombre de problèmes au niveau de l'eau, de la circulation, etc...

Parallèlement, l'AFRPN nous a signalé deux autres projets du même type, l'un dans la vallée de Metzeral (où avait été établi un projet de Réserve Naturelle), l'autre à Reischofen (dans le futur P.N.R. des Vosges). Jusqu'ici, l'Association Fédérative s'est battue seule contre ces projets.

Il apparaît donc qu'il importe :

1. de recenser l'ensemble des projets de ce genre qui semblent multiples à travers la France et de déterminer ceux qui touchent des zones écologiquement sensibles.
2. de mettre au point une stratégie efficace qui permette d'aider nos associations ou fédérations régionales à lutter contre ces projets, notamment en faisant comprendre leur manque de sérieux et le risque qu'ils font encourir pour l'environnement.

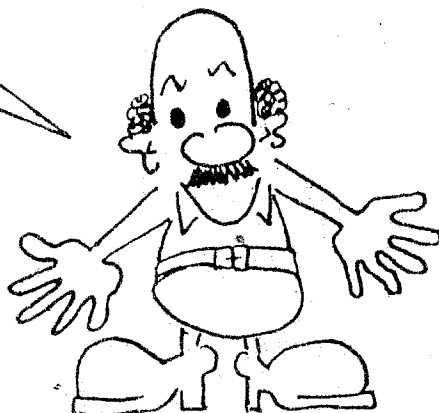
Lettre du hérisson n° 18 - Fév. 85



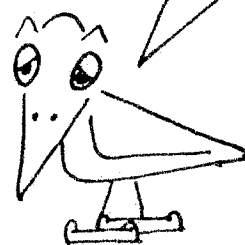
A. REILLE

Les associations de protection de la nature se préoccupent des grands aménagements touristiques en France.

Il n'y a plus de  
nature !



Eh oui ! On détruit et on  
bétonne partout.  
Il faut agir !



# Aqualand pour apprivoiser la nature

## La côte est reprise en main

C'EST fait, la rupture est consommée, l'aménagement de la côte picarde ne sera plus jamais ce qu'il a été. On ne misera plus sur une fréquentation touristique estivale de longue durée : le littoral de la Manche n'est pas celui de la Méditerranée ; il faut offrir autre chose.

Le Syndicat mixte de la côte picarde, créé en 1974, mais qui a pris son véritable essor en 1981, est bien décidé à faire preuve d'imagination pour aménager le littoral, entre Fort-Mahon et Mers-les-Bains, à l'intention des habitants proches, perçus sur ce que l'on appelle les loisirs « de proximité ». Dans un rayon de moins de 200 kilomètres, on trouve en effet une population de plus de douze millions de personnes. Habitants de Picardie, bien entendu, du Nord-Pas-de-Calais, du nord de la région parisienne, des Ardennes, de l'Eure, de Seine-Maritime, de la Marne, sans compter les Britanniques, les Belges et les Néerlandais, qu'on voit apparaître sur les routes dès le mois d'avril.

### Garder la conscience des éléments

La côte picarde, estime M. Dominique Cocquet, directeur du Syndicat d'aménagement (le président est M. André Leduc, vice-président du conseil général), a aujourd'hui des chances qu'elle n'a pas eues pendant trente ans, la principale étant que la nature y a été sauvegardée par la force des choses. Le climat est difficile, c'est vrai, mais il faut accepter cette « norditude », développer des activités qui permettent de s'affranchir du temps et de ses aléas, proposer des loisirs de courte durée, pas très loin de chez soi, à un prix acceptable. Dans cette optique, le projet le plus ambitieux est celui d'Aqualand, qui sera ouvert au public le 1<sup>er</sup> juillet 1985 dans le Marquenterre.

Situé dans les dunes entre Quend-Plage et Fort-Mahon, Aqualand sera le premier parc aquatique de loisirs mixte (couvert et de plein air) réalisé en France.

Le parc comportera d'abord un bâtiment de 2 500 m<sup>2</sup>, à l'intérieur duquel on trouvera un plan d'eau de 650 m<sup>2</sup> offrant toute une gamme d'attractions : bassins à vagues, rivière, bains bouillonnants, geysers, toboggans, avec quelques innovations technologiques, notamment le système d'asservissement électronique de l'ensemble des fonctions et la machine à vagues, de conception nouvelle. Un restaurant, un cinéma, un coin vidéo, un solarium, une salle de musculation, viendront compléter les activités aquatiques et seront destinés à permettre au public de demeurer dans l'établissement toute la journée.

Ensuite, un parc extérieur, à « vocation ludique », pourra accueillir 2 500 personnes en même temps. Il se développera sur près d'un hectare et comportera trois bassins ainsi que divers jeux et activités originaux. Un système de serres assure la transition entre le bâtiment et le parc extérieur, offrant des zones d'abri confortables.

L'idée développée par les promoteurs est d'« associer la nature qui nous entoure à la nature humaine, la conscience des éléments avec la conscience du corps ». La station du Marquenterre doit, disent-ils, être la « station de la maîtrise de soi ».

Pour pouvoir pénétrer dans l'Aqualand et bénéficier librement des équipements, il en coûtera de 35 à 40 francs par personne. Des cartes de réduction sont prévues. Le parc extérieur sera ouvert pendant au moins cent jours par an, tandis que la partie couverte devrait être ouverte d'un bout de l'année à l'autre. Coût du projet : 28 millions, financés à hauteur de 18 millions par l'Etat, la région de Picardie et le département de la Somme (chacun, 6 millions), le Crédit agricole investissant 6 millions sous forme de cession de terrains, tandis que la société d'exploitation, à laquelle participent le Crédit agricole et la Banque de Paris et des Pays-Bas, apporte 4 millions.

Tout autour d'Aqualand, 20 hectares sont destinés à la construction immobilière. Une large place sera accordée au locatif pour que les mai-

sons soient habitées le plus souvent possible tout au long de l'année.

Aqualand ne sera pas le seul pôle d'attraction de la côte picarde. Un programme triennal (1982, 1983, 1984) prévoyant 50 millions d'investissements publics.

### Les oiseaux du Marquenterre

En fait, 94 millions ont été investis pendant ces trois ans, notamment dans Aqualand mais aussi dans d'autres réalisations : le village de vacances du cap Hornu, à Saint-Valéry-sur-Somme, la Maison de l'Oiseau, à Lanchères, le premier musée de l'oiseau en France (il a déjà reçu vingt mille visiteurs depuis son ouverture, le 14 juillet 1984) le village de loisirs de Cayeux-sur-Mer pour les amateurs de voile, la maison familiale de vacances d'Hautebut (125 lits), la construction de douze courts de tennis, deux salles polyvalentes, des équipements équestres, des aménagements nautiques au Crottoy et à Mers-les-Bains, 30 kilomètres de sentiers de découverte dans les lieux protégés.

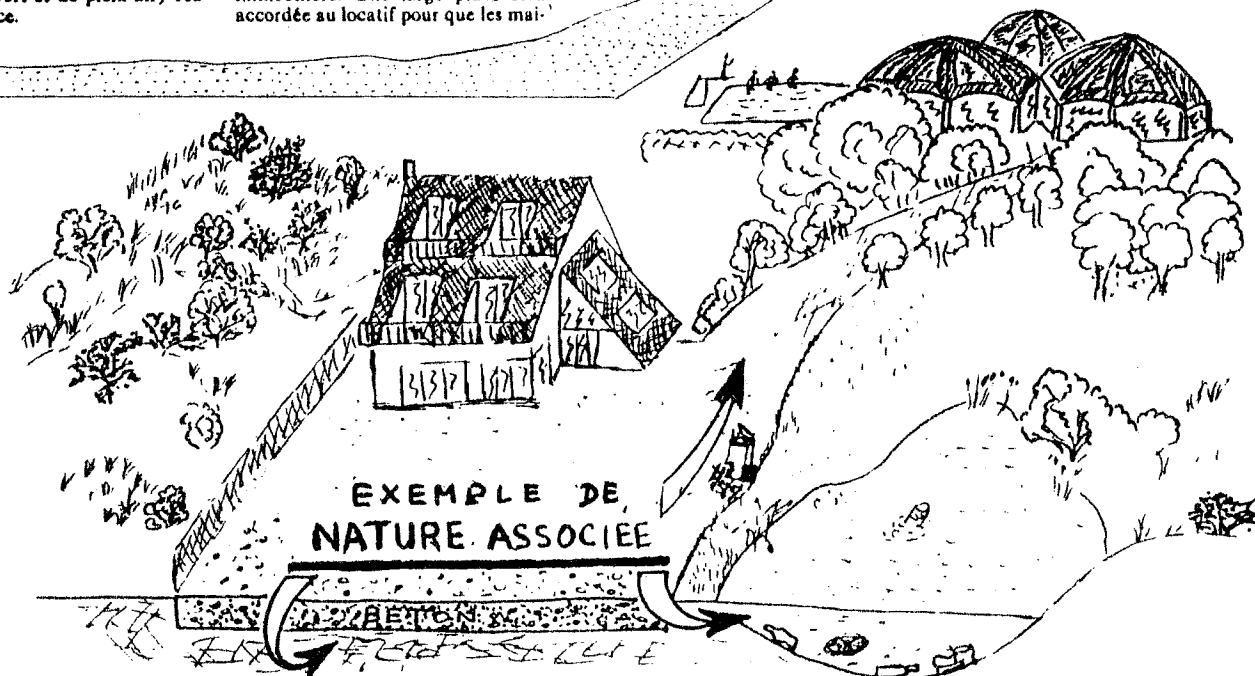
Plusieurs millions de francs ont, au total, été dépensés pour la gestion des espaces naturels : fixation des dunes, réhabilitation des gravières, plans d'eau.

Toutes ces réalisations s'ajoutent aux pôles d'animation déjà existants, notamment le parc ornithologique du Marquenterre, au nord de la baie de Somme, un des plus importants d'Europe (110 000 visiteurs par an), le train touristique de la baie de Somme, la chasse au gibier d'eau en baie de Somme et en baie d'Audrieu, le golf de dix-huit trous de Nampont-Saint-Martin, de nombreux centres équestres, sans parler des monuments proches à visiter. Il y a, il y aura de plus en plus un tourisme picard, c'est-à-dire adapté aux ressources et au « style » de la région.

M. C.

Extrait du journal  
"Le Monde" 7/2/85

La Nature :  
On ne lui demande  
jamais son avis !





SAINT - QUENTIN  
VILLE FLEURIE \*\*\*

# Des Produits Dangereux :

## les P.C.B

Par Pierre ROYER



Dernièrement, l'actualité retraçait la découverte de fûts abandonnés de PCB près de Saint-Quentin. Les PCB ou polychlorobiphényles sont depuis longtemps connus pour leur toxicité et pour leur persistance dans les chaînes alimentaires. Leur existence pose le problème des substances toxiques produites par nos industries qui, rejetées dans l'environnement menacent les êtres vivants quels qu'ils soient, l'homme y compris.

De quoi s'agit-il ?

### I DEFINITION

Les PCB possèdent deux noyaux benzéniques et un nombre variable de chlore greffés sur cette molécule. Plus il y a d'atomes de chlore et plus la molécule est stable et résistante à divers facteurs physico-chimiques. Les PCB ne sont pas des produits purs, ce sont des mélanges complexes de molécules de biphényles à différents degrés de chloration; près de 200 isomères, c'est à dire plus de 200 combinaisons possibles de la même molécule peuvent exister.

### II EMPLOIS

C'est à partir des années 30 qu'on a commencé à commercialiser les PCB. Dès 1929 ils furent employés dans la construction de transformateurs électriques et de condensateurs, à cause de leur pouvoir isolant et de leur grande stabilité à la chaleur.

D'autres emplois multiples sont aujourd'hui connus : liants ou plastifiant des huiles, encres, peintures, vernis, matières plastiques, adjuvant des insecticides.

Leur qualité technologique remarquable est aussi responsable du revers de la médaille. Proche du DDT, dont les effets toxiques sont connus après leur emploi en agriculture, les PCB présentent à peu près les mêmes propriétés : concentration dans les chaînes alimentaires en remontant insidieusement les maillons pour finalement toucher l'homme.

### III PRESENCE DANS DIFFERENTS ECOSYSTEMES

L'aspect le plus inquiétant de la contamination par les PCB réside dans le fait qu'on les trouve à peu près partout sur la planète, dans l'atmosphère et dans l'hydrosphère. Le Canadian Wildlife Service en a découvert dans les organismes d'ours et de

phoques de l'arctique canadien, c'est à dire bien loin des industries et des concentrations urbaines. On en a trouvé dans le phytoplancton qui constitue les microorganismes marins de l'atlantique. Des analyses révèlent des taux parfois élevés chez des oiseaux pélagiques qui vivent dans les zones les plus reculées des mers et des océans. En France, des analyses révèlent leur présence dans les eaux superficielles, ainsi que dans les eaux marines de certains secteurs.

#### IV MECANISME DE CONTAMINATION

Après leur rejet dans l'environnement, les PCB sont entraînés par les eaux de ruissellement, ils vont s'accumuler dans les sols, contaminer les eaux continentales, les nappes phréatiques sans être dégradés puis ce sont les fleuves qui entraînent ces substances vers les estuaires et les océans.

La stabilité des PCB, insensibles à la dégradation microbienne et physico-chimique, va entraîner le stockage dans les êtres vivants. Le phytoplancton et certains phanérogames peuvent concentrer des taux élevés de PCB. On assiste à la concentration de ces substances dans les niveaux trophiques selon un phénomène bien connu; plus on monte dans la pyramide écologique, plus les organismes accumulent de toxiques. Les rivages de la mer baltique fortement peuplés et industrialisés présentent une pollution importante par les PCB. Les phoques de la mer baltique souffrent de cette contamination à tel point que les femelles ont l'utérus qui se rétrécit et ne peuvent plus mettre au monde leur progéniture; les poissons consommés par les phoques concentrent des PCB dans leur organisme après avoir ingéré du plancton contaminé.

#### V INFLUENCE DES PCB SUR LES OISEAUX

Situé au sommet des chaînes alimentaires, les oiseaux n'échappent pas à cette contamination. Les PCB sont présents chez un grand nombre d'espèces répandues dans diverses parties du monde. On les trouve dans le foie, la graisse, les oeufs de hérons cendrés vivants en Angleterre et aux Pays-Bas. En Suède, on les trouve chez le Rouge-gorge, le Gobemouche noir, l'Hirondelle de cheminée. Les oiseaux de proie concentrent des résidus à doses importantes dans leur organisme. L'exemple le plus catastrophique est celui du Pygargue (*Haliaetus albicilla*) nichant sur le littoral de la mer Baltique, on a trouvé jusqu'à 17000 ppm de PCB dans les lipides de cet aigle en 1969 !

En Suède des oeufs de Balbuzards (*Pandion haliaetus*), de Hiboux grand-duc (*Bubo bubo*) renfermaient des PCB. Des animaux trouvés morts renfermaient jusqu'à 10000 à 12000 ppm dans le muscle pectoral.

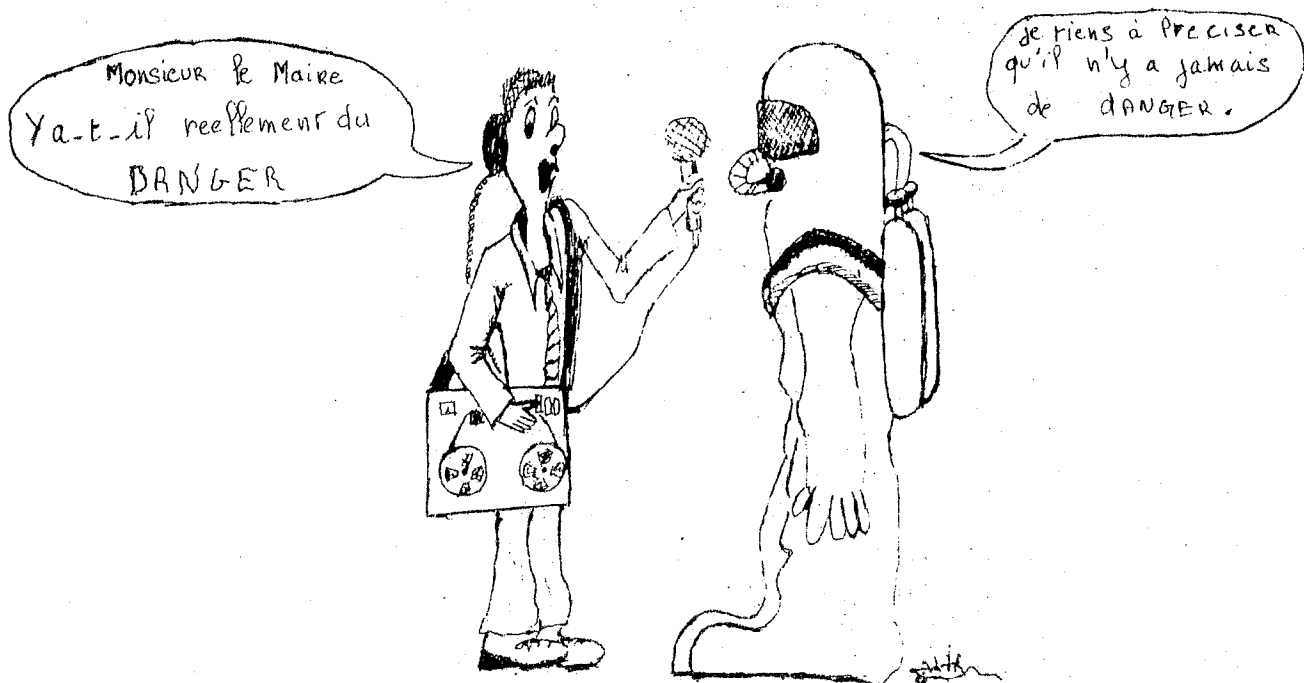
L'action physiologique des PCB sur les oiseaux de proie semble identique à celle du DDT :

- perturbation des fonctions ovariennes
- amincissement des coquilles d'oeuf et fragilisation.

Les analyses réalisées sur des oeufs ou des cadavres de rapaces révèlent également la présence d'insecticides organochlorés à côté des PCB, suite logique à des modes de contamination identiques.

Il est difficile d'affirmer que la mort de certains oiseaux dans la nature est imputable aux PCB, toutefois, il est troublant de constater des concentrations élevées qui se rapprochent dangereusement de celles retrouvées chez des oiseaux mortellement touchés au cours d'expérience de laboratoire.

La contamination par les insecticides et les PCB des proies dont se nourrissent les rapaces ichthyophages constitue la cause essentielle de leur déclin (in Ramade - Ecotoxicologie). Maintenant, entre l'absence totale d'effets et la dose mortelle, il existe toute une gradation de manifestations qu'on connaît mal.



## VI L'HOMME ET LES PCB

Situé au sommet des pyramides écologiques, l'homme n'échappe pas à la contamination par ces substances. Les tissus adipeux et le sérum humain renferment des traces de PCB; aux Etats-Unis dans une population étudiée on en a trouvé chez plus de la moitié des citoyens. Le lait de femme en renferme également (études réalisées aux Etats-Unis et en Suisse), parfois à des doses supérieures à celles admissibles.

En France, des analyses ont révélé la présence de PCB dans le lait de vache.

Jusqu'alors, les effets néfastes ne sont connus que chez des animaux de laboratoire intoxiqués par des doses massives. Il ne faut pourtant pas négliger le caractère dangereux de ces substances. Au Japon, plus de 1000 personnes étaient frappées par un mal mystérieux en 1968, 24 d'entre elles en moururent, il s'agissait d'une intoxication massive due à la consommation d'huile de riz contaminée par des PCB provenant d'un circuit de refroidissement qui fuyait (intoxication connue sous le nom de Yusho). Quoiqu'il en soit les risques à long terme sont assez inquiétants pour que des mesures soient prises. Certains pays ont progressivement cessé de fabriquer des PCB en interdisant certaines utilisations (Pays-Bas). En 1973 L'OCDE recommande de limiter la production et l'utilisation de ces produits. Aux Etats-Unis il est interdit de produire ou d'importer des PCB. En France un arrêté de 1975 interdit les utilisations qui auraient pour conséquence de répandre ou disperser ces poisons.

Un autre danger des PCB est la production d'autres composés beaucoup plus toxiques après pyrolyse, c'est à dire après décomposition chimique au cours du chauffage.

IL s'agit de dioxine (impliquée dans l'affaire de SEVESO) et de dibenzofuranes dont certains isomères sont extrêmement dangereux. Les cendres des incinérateurs municipaux, les déchets brûlés qui contiennent des PCB produisent ces dangereuses substances. Si un incident avec incendie survenait dans un transformateur électrique, les PCB contenus dans celui-ci risqueraient de se transformer en ces poisons violents.

On voit que les PCB présentent différents risques au cours de leur utilisation.

Au delà de ces facteurs se pose celui des contrôles des substances toxiques, particulièrement lorsqu'il s'agit de déchets industriels dangereux. L'affaire des fûts de dioxine et dernièrement celle des PCB sont là pour rappeler au pouvoirs publics que préservation de l'environnement et santé des citoyens vont de pair.

#### BIBLIOGRAPHIE :

- Ramade F. Ecotoxicologie 2<sup>e</sup> édition -collection d'Ecologie - Masson
- Science et vie n° 795 Décembre 1983 "Les PCB presque aussi dangereux que la dioxine" page 38 à 43
- Rappe A. Aves vol.12 n°2 - 1975 -"Influence des PCB sur les oiseaux" page 72 à 83
- Rappe A. Aves vol.16 n°3-4 - 1979 "Pesticides et oiseaux, quelques données récentes" page 124 à 142

Prochain article de notre spécialiste Pierre ROYER :

" L'impact du D.D.T sur les Rapaces "

#### A LIRE AUSSI

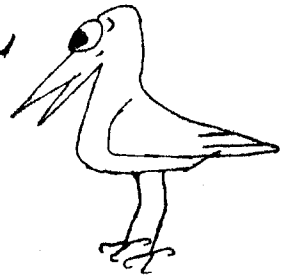
La revue "QUE CHOISIR ?", dans son numéro de Mars 85 consacre 5 pages à la catastrophe de BHOPAL en Inde et sur les pesticides.



Carmen ROBINE  
21 rue des Platanes  
80330 LONGUEAU

MERCI

POUR ELLE!



Préparation d'un mémoire  
de sociologie sur le  
mouvement associatif

Monsieur le Président,

Travaillant actuellement à un mémoire sur le thème  
" Le Mouvement Associatif dans le domaine de l'environnement et du cadre de vie : composantes  
sociales, typologie des discours, relation avec les discours des autres acteurs dans la région de  
Picardie", j'ai l'honneur de solliciter de votre part l'autorisation d'adresser à vos adhérents,  
un questionnaire dont je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint un exemplaire.

Ceci me garantira sans aucun doute un maximum de réponses en retour.

Tout en espérant que vous répondrez favorablement à ma demande, je vous prie d'agréer,  
Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments respectueux.

# QUESTIONNAIRE

(Cerclez la bonne réponse)



A NOS  
PLUMES!

## Place dans l'Association

Président

Trésorier

Secrétaire

Autre

Membre actif

ou sympathisant

Homme

Femme

Age: plus de 25 entre 25 et 35 plus de 35 plus de 45 de 55 de 65

Statut Activité Retraité Autre

Profession :  
(précise)

Niveau d'étude : BEPC BAC UNIVERSITE : 1er cycle 2e cycle 3e cycle Grandes Ecoles

Profession du conjoint : Nb d'enfants :  
leur âge :

Vos origines :

lieu de naissance : Région ou Département où vous avez vécu depuis :

Depuis combien de temps vivez vous ici ?

Vous êtes rentré en contact avec l'Association  
Quand ?

Comment ? par relation familiale par relation amicale autres

Pourquoi avez-vous adhéré ?

Y-a-t-il complémentarité entre votre activité professionnelle et votre activité associative  
ou conflit ? (ex. manque de temps)



Pensez-vous exercer vos activités encore longtemps au sein de l'association ?

Quels sont les principaux intérêts et loisirs que vous apporte votre association ?

Votre famille y participe-t-elle ?

Exercez-vous la profession que vous désirez ?

Si non, quels sont vos objectifs professionnels ?

Si vous êtes retraité, aimez-vous votre métier ?

Etes-vous satisfait de la façon dont votre association fonctionne actuellement ?

A-t-elle évolué dans le temps ? Et Comment ?

Que pensez-vous des contacts avec l'Administration ?

Que pensez-vous des échanges avec les collectivités locales ?

Commune - Conseil Municipal - Département - Conseil Général

Etes-vous adhérent à d'autres associations ? Ou l'avez-vous été ?

ou à d'autres regroupements ?

Parti politique

Syndicat

Votre association fait-elle partie d'un regroupement plus important, type fédération ou autre ?

Comment obtenez-vous les renseignements qui vous sont nécessaires dans votre action associative ?

Quels type de renseignements vous manque le plus ?

Pensez-vous que la décentralisation modifiera la vie associative locale ?

Si oui, dans quel sens et dans quel domaine ?

Que pensez-vous de l'avenir de la prise en compte de l'environnement ?

Qu'est-ce que l'environnement pour vous ?

ABONNEMENT A PICARDIE-NATURE

Je, soussigné (Mr, Mme, Mlle) : .....  
Prénom : .....  
Adresse : .....  
Désire recevoir PICARDIE-NATURE le guide trimestriel du G.E.P.O.P.  
Condition d'abonnement : 15 francs par an.

ADHESION AU G.E.P.O.P.

Je, soussigné (Mr, Mme, Mlle) : .....  
Prénom : .....  
Adresse : .....  
Déclare adhérer au G.E.P.O.P.  
Déclare renouveler mon adhésion au G.E.P.O.P.  
(barrez la mention inutile)  
Condition d'adhésion : adhésion normale 25 F - moins de 16 ans 10 F  
adhésion de soutien à partir de 50 F

Si vous avez changé d'adresse, veuillez nous le préciser.

Les adhésions courent de janvier à décembre; afin de faciliter le travail de secrétariat nous vous serions reconnaissant de bien vouloir régler votre adhésion au début de l'année.

PLUS NOUS SERONS NOMBREUX  
PLUS NOS SEMAIS EFFICACES



ALORS N'OUBLIEZ PAS VOTRE  
COTISATION POUR 85



ET ENTES ADHIERER  
VOS AMIS.



Soutenez notre action

EXTRAITS DES STATUTS DU G. E. P. O. P.

"L'Association dite 'Groupe Environnement Protection Ornithologie en Picardie' (G. E. P. O. P.) régie par la loi de 1901, a pour but de contribuer à l'éducation populaire en matière d'étude et de protection de la Nature et des oiseaux sauvages, et de sauvegarde et d'aménagement rationnel de l'environnement et des sites.

Elle se propose de mener toutes actions et interventions pour faire respecter les lois et décrets sur les espèces protégées, les périmètres sensibles, la protection de la Nature, l'urbanisme, dans le cadre de législation en vigueur

**AGIR**

En patronnant des manifestations de sensibilisation  
en formant des propositions concrètes  
en intervenant juridiquement contre les délits,  
en intervenant auprès des pouvoirs publics et des élus locaux  
en coopérant avec les mouvements similaires.

Le GBPOP, association "agréée" (reconnue par les pouvoirs publics) veut être non une "société savante" mais d'abord militante.

C'est pourquoi, l'intérêt que vous pouvez nous marquer doit se concrétiser dans un engagement. La sympathie pour notre action ne suffira pas à résoudre les questions et à nous donner du poids.  
**NOUS N'AVONS QUE LE POUVOIR DE VOTRE ADHÉSION.**

" L'ENVIRONNEMENT C'EST L'ENSEMBLE, A UN MOMENT DONNE, DES FACTEURS PHYSIQUES, CHIMIQUES, BIOLOGIQUES, SOCIAUX, ECONOMIQUES, PSYCHOLOGIQUES ET ETHIQUES SUSCEPTIBLES D'AVOIR UN EFFET DIRECT OU INDIRECT, IMMEDIAT OU A TERME SUR LES ESPACES, LES ESPECES ET LES ACTIVITES HUMAINES. "

(définition donnée par le conseil international de la langue française au congrès d'Aix-en-Provence en 1972)